

# MASSES

68076  
JUILLET - AOUT

1 9 3 3

N° 8 MENSUEL

Prix : Un franc

## SOMMAIRE

DOSSIER DES  
TRAHISONS BOURGEOISES :  
A LA RECHERCHE  
D'UN ANTI-MARX

VICTOR SERGE EST DEPORTE

A BAS LE LATIN :  
JANATUS ET GALILEE

LA TRAGEDIE DU  
PROLETARIAT ALLEMAND  
SUITE DU RECIT  
D'UN TEMOIN

COMITE DE REDACTION

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE  
DE L'ESCLAVAGE

ENQUETE SUR LE FASCISME

ADIEUX A UN SUICIDE —  
HITLER N'A RIEN INVENTE —  
ARCHITECTURE ET FASCISME  
— PROLETARIAT — LIBRES  
CRITIQUES : LE QUARTIER  
SANS SOLEIL — LE JAPON ET  
SON EMPIRE — ANN WICKERS  
— GUEULES APLATIES.



316  
(5)

## La Tragédie du Prolétariat Allemand

ADMINISTRATION :  
23, rue Mouffetard - PARIS V<sup>e</sup>

Directeur : René LEFEUVRE

Abonnements pour 12 n<sup>os</sup> : France 10 fr., Etranger 13 fr.  
Abonnement de soutien : 50 fr. ; de propagande : 20 fr.  
Adressez correspondance et mandats à J. Lefeuve, 23, rue  
Mouffetard, Paris (5<sup>e</sup>).

En nous envoyant votre abonnement, n'oubliez pas de nous  
indiquer la date de départ.

## Prime aux abonnés

Chaque abonné peut choisir un des livres  
suivants :

- Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.
- Ludwig Feuerbach : ENGELS.
- Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.
- Ça, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.
- Le Nuage dans le pantalon : WLADIMIR MAIA-KOWSKI.
- La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBORG.
- Lenine à Paris : ALINE.
- Copains : CHPILEWSKI.
- Paradis américain : EGON ERWIN KISCH.
- Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.
- Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

## FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Vous pourrez choisir entre 1 livre pour 5 abonnés, 6 numéros de la Revue Marxiste pour 12 abonnés, les 5 volumes de l'Histoire des luttes des Classes, de Max Beer pour 30 abonnés.

## MEMENTO DES REVUES

### PROLETARIAT (4)

Nous apprenons avec plaisir la parution d'une nouvelle revue de littérature prolétarienne, due à l'initiative de notre ami Henri Poulaille. De son manifeste, nous extrayons les passages suivants :

« Cette Revue d'expérimentation n'aspire qu'à être l'un des centres d'élaboration de la littérature prolétarienne. Elle veut être un outil au service du Proletariat. Elle n'entend pas sacrifier aux préjugés qui ont cours dans les milieux littéraires et artistiques et n'entrera pas dans les querelles de clercs qui constituent l'activité intellectuelle des élites. On pouvait encore, il y a quelques lustres croire que seules ces élites avaient des choses à dire et à faire savoir. Elles croient toujours représenter quelque chose. Volontiers, à gauche comme à droite, on a tendance à écarter la classe productrice du domaine de l'expression. Tous les prétextes, même les pires, sont bons. Toutefois, il sied de prendre bien conscience de ceci : cette classe qui, autrefois, n'était même pas conviée à lire, et ne l'eût pu... a, dès hier, appris la lecture. Pourquoi resterait-elle à ce seul stade ? Aujourd'hui, bon gré, mal gré, cette classe veut être entendue en son tour... »

« Comme il y a trois ans, la même équipe repart, libre, sans ordres à consulter : la Revue paraissant sous l'entière responsabilité de son Comité de Rédaction. Sans mot d'ordre à respecter non plus. Proletariat se veut en dehors de toute politique de parti. »

Cela ne sous-entend pas que nous nous fermions à toutes responsabilités politiques, mais à Proletariat on ne croit qu'à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et non par l'entremise de représentants de la classe ouvrière ou rurale au Parlement ou

(1) Revue Mensuelle, 5 francs le numéro. Abonnement annuel, 50 fr avec 3 livres primes. Éditeurs Jacques Haumont et Cie, 139, rue Broca (13<sup>e</sup>).

## NOTRE ENQUÊTE SUR LE FASCISME

Les événements d'Allemagne sont d'une portée historique énorme. Leur dénouement pèse et pèsera très lourdement sur l'action du prolétariat international. De plus en plus, ce qui est arrivé en Allemagne appellera l'attention et sera au centre du travail théorique et politique des révolutionnaires.

Dès maintenant une chose est évidente : face au danger fasciste qui monte un peu partout, face à la réaction qui menace de près, il est nécessaire de voir clair dans les choses d'Allemagne où le prolétariat le plus puissant n'a su barrer la route à Hitler, n'a pu l'empêcher de prendre le pouvoir. Au feu de l'expérience on peut donc étudier et juger la politique ou les politiques qui l'ont dirigé. Ce besoin se pose avec une extrême urgence.

Quelle que soit la position politique où l'on se place, une chose est indéniable : c'est seulement à condition de comprendre avec précision le comment et le pourquoi de ce qui s'est passé en Allemagne et d'en tirer les leçons, que le prolétariat des autres pays deviendra capable de mener avec succès la lutte anti-fasciste. Nul révolutionnaire ne peut contester ceci.

Pour ces raisons, MASSES ouvre une tribune de discussions sur ce sujet. En premier lieu, s'exprimeront les militants des divers groupements politiques et syndicaux qui ont été acteurs dans l'expérience allemande. Il est d'un intérêt primordial de savoir comment ils se la représentent et comment ils envisagent l'action future. MASSES a rédigé un questionnaire qui leur sera adressé et paraîtra dans le prochain numéro avec les premières réponses publiées dans l'ordre où nous les recevrons.

MASSES.

dans la littérature. A Proletariat on ne s'écarte pas de la lutte, mais l'on n'entend pas se soumettre à des directives dictées... On n'entend pas monopoliser la littérature prolétarienne, mais empêcher qu'elle soit écrasée sous ses caricatures que sont le Populisme et la littérature de mots d'ordre... Née sous le signe du travail, Proletariat en appelle à ceux qui travaillent.

Parmi les collaborateurs réguliers de cette revue, nous relevons les noms de Neel Doff, C. Freinet, Emile Guillaumin, Habaru, Andreas Latzko, Marcel Martinet, R. Messac, Edouard Peisson, Charles Plisnier, Tristan Rémy, Upton Sinclair, Victor Serge, etc.

### LES PRIMAIRES

Au sommaire du numéro de juin : Défense d'approuver (les objectifs de conscience). — Notre collaborateur Roger Messac commence la publication d'une étude sur : « Liberté, liberté chérie ! » ; il invite les lecteurs à la discussion... nous discuterons ! — « L'Engagement », poésie inédite du regretté Albert Thierry. — Suite des « Histoires coloniales » de Marie Duperron. — « Propos d'un Utopien » de Régis Messac. — Très intéressants commentaires et notes philosophiques, littéraires, etc...

### LES HUMBLES

Cahier n° 6, juin 1933 : « Lueur », poésie de R.-A. Maréchal. — Maurice Parijanine : « Mystique surréaliste ». — Maurice Wullens : « Ecrivains prolétaires et syndicalisme ». — Henri Gullbeaux : « Petit voyage circulaire ». — Maurice Wullens : livres pour enfants, etc...

### LES CAHIERS DU BOLCHEVISME

Juillet 33. — Numéro double consacré aux crises. — Nombreux articles se classant dans les rubriques suivantes : La crise, ses causes, son développement. Trois années de crise. — La Crise agraire. — Les Travailleurs et la crise.

### L'ÉTINCELLE

Organe marxiste des Etudiants et des Jeunes Intellectuels, (33, rue de Roubaix, à Lille). — Juin-Juillet 1933, N° 2, au Sommaire : Etat et Révolution. — Contre le Fascisme. — La vie universitaire. — Le Fascisme, solution Economique ? — Subtilités Capitalistes. — Retour au réel. — Les livres, etc...

## A la recherche de l'anti-Marx

L'heure est venue pour le Capitalisme d'être englouti dans les gueules élargies de ses propres contradictions.

La classe bourgeoise est secouée par une inquiétude insolite, la plus universelle qu'elle ait connue au cours de son histoire. Et les penseurs qui sont à sa solde, de la même façon qu'ils cherchaient naguère des justifications idéales à ses appétits, à ses besoins et à ses instincts, spiritualisent aujourd'hui ses angoisses. Ah ! si la pensée bourgeoise savait que ceux de ses déchirements intérieurs qu'elle considère comme les plus étherés ne sont encore que des hoquets prolongés de la crise économique ! Mais de se croire indépendante du déterminisme économique et des fatalités collectives la préserve du désespoir suprême et lui laisse une dernière illusion.

Il existe deux manières de penser le marxisme : révolutionnairement ou bourgeoisement. La manière révolutionnaire prend tel qu'il est : une science qui s'impose avec certitude, indépendante des passions et des vouloirs et que vérifie la courbe des événements. La manière bourgeoise en fait une « pensée », c'est-à-dire quelque chose d'essentiellement individuel, donc dans une certaine mesure contingente et arbitraire. Comme le roi Midas changeait en or tout ce qu'il effleurait, la pensée bourgeoise rend « bourgeois » tout ce qu'elle touche, et même l'événement marxiste. Heureusement pour elle, car cette salubre défiguration qu'elle fait subir à tout, y compris son propre fossoyeur, lui voile à elle-même sa véritable tragédie.

\*\*

De cette impossibilité totale où elle est de sortir d'elle-même sans en trépasser aussitôt, la pensée bourgeoise tire donc l'espérance d'une fallacieuse rédemption. Incapable de concevoir le marxisme autrement que comme une pensée (dans le sens que nous avons vu d'hypothèse individuelle, partiellement arbitraire et contingente), elle donne dans l'illusion de croire qu'il suffirait pour contrebattre le marxisme de créer ou de ressusciter une pensée, à condition qu'elle ait en elle la séduction et la puissance.

Et c'est pourquoi la Pensée bourgeoise, haletante, braquant ses projecteurs dans les cimetières, court de tombeau en tombeau, secoue un à un, désespérément, les morts, espérant que l'un d'entre eux, au moins, surgira qui sera son sauveur de demain et dont elle fera l'anti-Marx.

### LES DEUX ASPECTS DE LA DEBACLE CHRETIENNE

Il nous faut maintenant porter les yeux sur un phénomène très curieux qui se manifeste du côté du christianisme. Ce phénomène se caractérise par un double mouvement de dislocation ! Et il se trouve que, d'une manière assez inattendue (mais au fait pourquoi ne pas s'attendre à tout ?), c'est dans la même revue, *Esprit*, que nous pouvons en constater les deux aspects.

D'une part, l'Eglise orthodoxe, officielle, l'Eglise considérée en tant que puissance politique et sociale, se prépare à abandonner sans pitié le Capitalisme dont elle avait été la comparse inaliénable au temps de ses splendeurs ; mais, de l'autre, un certain nombre de chrétiens déclarent ne plus vouloir de cette Eglise qui s'est compromise au delà de toute imagination avec cet aventurier au passé trop orageux et que guette aujourd'hui la paralysie générale.

Le premier aspect trouve son expression la plus haute (je veux dire la plus basse) dans la philosophie de M. Jacques Maritain. Ce dernier, incarnant en cela l'éternelle psychologie de l'Eglise, envisage froidement, et pour tout de suite, la « rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi ». C'est vrai, l'Eglise a toujours manifesté une inclination inconsidérée pour tout ce qui est Ordre, mais Ordre au sens le plus obscurantiste et même le plus garde-chiourme de ce mot. Quand donc M. Mari-

tain ose écrire que « l'idée seule d'un lien ou d'une solidarité entre le christianisme et le monde bourgeois est une idée souverainement paradoxale », nous sommes bien obligés de lui donner raison, mais en soulignant toutefois, avec ou sans sa permission, qu'il n'y a pas bien longtemps que cette idée est devenue paradoxale ; cela date, pour peu que nous n'ayons pas perdu toute la raison, du jour pas très lointain où l'Eglise, dont le flair jésuitique et infaillible eut découvert que le monde bourgeois était frappé à mort et qu'elle n'avait absolument plus rien à attendre de son agonie. (Nous disions déjà, dans notre précédent article, que l'Eglise, politiquement, ne se trompe jamais.)

Le second aspect du phénomène chrétien moderne trouve assez bien sa formule sous la plume de M. Nicolas Berdiaeff. Tandis que l'Eglise officielle se hâte de se séparer du capitalisme, un récent spiritualisme chrétien met en accusation l'Eglise officielle. Mais ne nous empressons pas d'applaudir à certaines vérités dures et déshonorantes que celle-ci se voit asséner par plus chrétiens qu'elle-même. Cette tentative de spiritualisation du christianisme s'explique beaucoup moins par un besoin de régénération et de purgation de la Foi que par ceci que les spiritualistes chrétiens ne croient plus l'Eglise capable de sauver les castes au pouvoir du spectre qui hante l'Europe et le monde. C'est ainsi que M. Nicolas Berdiaeff est amené à écrire : « Le christianisme n'a pas réalisé sa vérité dans la vie sociale... Le communisme est apparu alors comme un châtement, comme le témoignage de l'adultération de la vérité authentique. »

Et le ton de M. Berdiaeff prend l'ampleur d'un réquisitoire : « La position du monde chrétien en face du communisme, ce n'est pas seulement la position de celui qui porte en soi la vérité éternelle et absolue, c'est aussi la position du coupable qui n'a pas su réaliser cette vérité et qui l'a trahie. » On entend bien : d'une part, le monde chrétien est le dépositaire de la vérité absolue, mais, de l'autre, il l'a trahie. Moralité : il faut spiritualiser la religion chrétienne, si l'on veut en faire un asile inébranlable contre l'ouragan marxiste qui ne va pas tarder à balayer le monde.

### DANS LE PAYS D'HAMLET

C'est là, en effet, l'un des chemins possibles qui s'ouvrent devant la pensée bourgeoise et au bout duquel elle peut espérer rencontrer enfin l'Anti-Marx. Il y a d'autres chemins, quand ce ne serait que le Nietzscheisme ou l'aristocratique pentecôte goethéenne. Mais, enfin, il y a aussi celui-là, et qui compte : spiritualiser, régénérer et en tout cas individualiser le christianisme.

Individualiser, c'est-à-dire désocialiser : voilà le point vital, sensible, pathétique. Voilà le nœud du drame. Le capitalisme fait faillite, et l'Eglise, qui avait soudé son destin au destin de celui-ci, ne peut que faire faillite elle aussi, en tant que puissance de cohésion sociale. Sur ce terrain, il serait donc vain de compter sur elle. C'est M. Berdiaeff lui-même qui le dit : « La tragédie de l'histoire, c'est que le christianisme authentique ne peut s'emparer de la domination de ce monde... Le monde s'éloigne du christianisme », et cependant, ajoute M. Berdiaeff avec douleur, c'est sur le terrain du christianisme qu'on peut résoudre le conflit fatal entre la personnalité et la société...

Dans cette voie, en secouant les morts dans les tombeaux avec l'énergie sauvage des situations sans espoir, on trouve bien le Père Malebranche, qui voulut, lui aussi, il y a de cela trois siècles, à l'heure où le Cartésianisme menaçait de laïciser le monde, « désocialiser » le christianisme pour tenter de lui rendre cette force première dont il avait tari déjà les sources vives au cours de mille années de brigandage politique, sociologique et économique. Mais Malebranche, au grand courroux de l'Eglise orthodoxe (ses polémiques avec Arnauld et Bossuet en portent témoignage), ne voulut voir en ce Cartésianisme naissant et

auquel l'avenir appartenait désormais, pas l'ennemi, mais l'allié d'un christianisme purifié. Dans la Foi, Malebranche osait introduire la raison, allant jusqu'à proclamer que la Foi même passerait, mais que l'Intelligence, capable un jour de pénétrer les mystères du dogme chrétien et de conduire à une adoration éclairée du Christ, durerait éternellement. Il faut donc laisser Malebranche à son rationalisme. Poussons jusqu'au pays plus froid et plus mystérieux qui semble une flamme gelée entre la mer du Nord et la Baltique, le pays d'Hamlet, que Shakespeare fait méditer sur le « rire éternel » des crânes vides. Le Danemark donna le jour, au début du siècle dernier, en 1813, à l'un des penseurs les plus étrangement paradoxaux, les plus ennemis de l'objectivité, les plus détournés de la multitude, les plus hostiles à la raison, les plus acharnés contre l'Eglise et les plus altérés de Christ qu'ait jamais connus la terre, et qui promena ici-bas, durant les quarante-deux années de sa courte vie, plus de sarcastiques désespérance et d'ironie angoissée que jamais homme fut capable d'en répandre sur l'âme humaine, sur Dieu, sur le monde et sur sa propre destinée. J'ai nommé Søren Kierkegaard.

\* \*

La personnalité de Kierkegaard, profonde, complexe, douloureuse et bizarre, est encore assez peu connue du public en général, et même de celui plus restreint des philosophes. Mais il ne fait aucun doute qu'elle ne tardera pas à le devenir, à cause de la sorte de flambeau que certains groupes veulent lui faire porter contre Marx.

Fixons rapidement quelques-uns des traits de cette curieuse personnalité. Kierkegaard avait hérité de son père un degré de mélancolie d'une profondeur extraordinaire. Et son père tenait cette mélancolie d'avoir maudit Dieu un jour qu'étant enfant il gardait les troupeaux sur la lande du Jutland. Le souvenir de cette malédiction avait mis dans le cœur de l'homme mûr et même du vieillard un désespoir inguérissable. Grandi dans le désespoir, habité par le désespoir, vêtu de désespoir, S. Kierkegaard devait ériger son propre désespoir en méthode de réflexion philosophique (1). Ce désespéré connu, enfant, toutes les espiègleries et devint, sans que jamais le désespoir l'abandonnât un seul instant, un virtuose de l'ironie, un maître de l'humour, un prince du sarcasme, un théologien amoureux qui, au plus fort de sa passion, rompt avec l'objet de son amour, une sorte de Protée littéraire (il se donnait plusieurs personnalités successives, dont il signalait ses différentes œuvres), enfin, le plus inassouvi des chrétiens.

### LE DESEPOIR DE KIERKEGAARD CONTRE L'ESPERANCE MARXISTE

Maintenant, que prêche cette personnalité singulière ? la plus irréductible singularité.

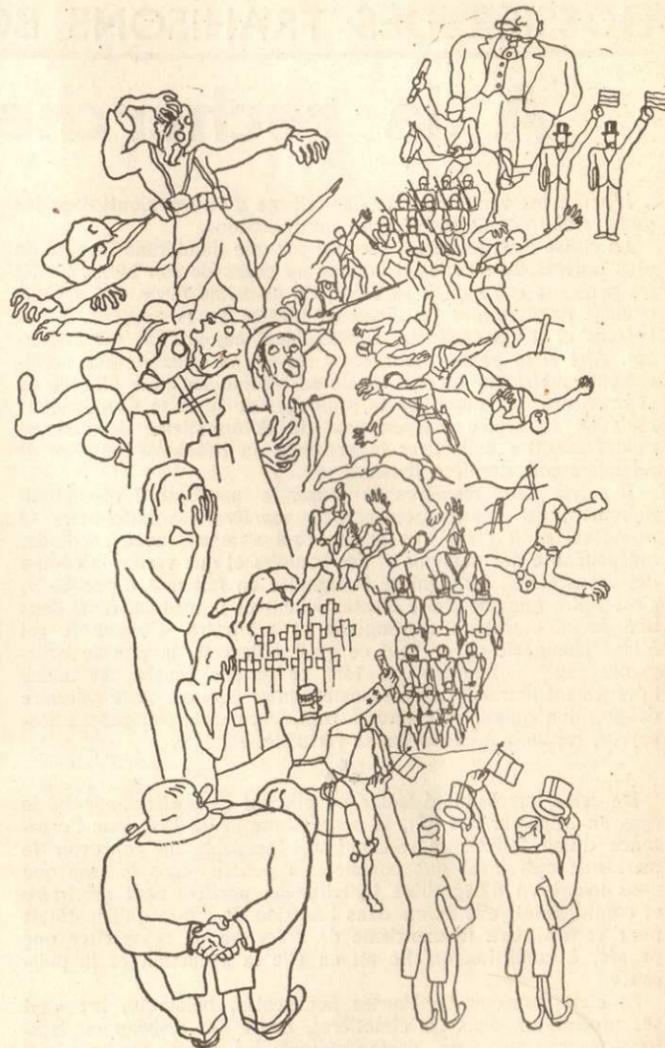
Quelle puissance d'envoûtement anti-marxiste et contre-révolutionnaire les ennemis de la révolution prolétarienne attendent-ils de Kierkegaard ? Kierkegaard, chrétien exclusif et jaloux, et qui trouve la pitié pitoyable, est décidé à gravir son propre calvaire et à porter sans l'aide de personne le bois lourd sur lequel il a conçu le sombre idéal de se crucifier lui-même. Sans l'aide de personne, loin des hommes et dans une farouche solitude. « Jamais, écrit-il, je n'ai lu dans la Sainte Ecriture ce commandement : « Tu aimeras la multitude. »

Il faut donc se détourner de la multitude et lui préférer le « SEUL ». Telle est l'attitude de retrait et de dédaigneuse subjectivité dans laquelle on voudrait engager et immobiliser de nos jours l'individu, à ce moment crépusculaire de l'histoire du Plus Grand Nombre contre le Plus Petit Nombre. L'angoisse anti-marxiste apparaît ici avec une netteté de statue. Qu'est-ce qu'un homme du troupeau ? C'est celui auquel la véritable infinité fait défaut. Atome dans la multitude, reflet d'homme, il a peur d'être lui-même et se laisse exproprier de sa personnalité par ce voleur immense et fatal qu'est la Collectivité.

Ne vous laissez pas voler votre personnalité !

Cette formule pourrait être adoptée comme cri de ralliement de la soi-disant révolution spiritualiste, et qui n'est qu'un prétexte admirablement orchestré à la pire réaction sociale. Mais

(1) Kierkegaard est l'auteur d'un *Traité du Désespoir*.



ce n'est là qu'une métaphysique de mélancoliques et de perdus. Désespérément rattachés à la barque du Temps qui cingle toujours droit devant elle sans souci de son propre sillage, ils claquent éperdûment sur une mer dont ils n'atteindront pas les rives que l'existence personnelle doit demeurer au premier plan de la réalité. Mais la réalité, avec l'avènement de la classe ouvrière, a déjà commencé sans eux son inéluctable métamorphose.

On sait que le marxisme est la science non du subjectif, mais de l'objectif, non du singulier, mais de l'universel, non du personnel mais de l'impersonnel, ou, pour exprimer tout cela d'un seul mot : le marxisme est la science du Réel.

Hegel, et après lui Marx, ont enseigné que le Réel se développait selon la loi de contradictions qui se résolvent tour à tour en synthèse, c'est-à-dire en harmonie. Ainsi la contradiction Capitalisme-Proletariat qui va en s'accroissant jusqu'à la collision finale, doit se résoudre en harmonie par l'édification d'un univers socialisé et d'une société sans classe. Or, Kierkegaard reconnaît l'existence de ces contradictions, mais de relatives que les voulaient Hegel et Marx, il les veut absolues, de réductibles, irréductibles et il enseigne au contraire que la vérité est faite d'oppositions sans solutions et qu'à leur imaginer des solutions l'esprit humain ne crée qu'une illusion de science, un fantôme de savoir. Quel est donc le véritable destin de l'homme : c'est d'obéir à des impératifs qui rompent à chacun des points de son existence cette harmonie toute apparente et profondément impossible que la pensée fabrique et que les réalités ruinent. Loin d'être la synthèse des contraires, la vie n'est qu'un recommencement des mêmes

contradictions et un approfondissement toujours plus grand des réalités extrêmes qui isolent, des abîmes intérieurs qui séparent. Il suffit donc qu'une chose soit pensée pour qu'elle se révèle comme fausse du même coup et l'irréparable disgrâce du réel, c'est d'être inintelligible.

Qu'est-ce donc que la science, dont le rôle est de rendre le réel intelligible ? C'est le contraire de la vérité. Toujours, oui, toujours pour Kierkegaard, la science, sera le contraire de la vérité. Or, le marxisme est science, et, de toutes les sciences, celle qui a intégré l'explication globale de l'homme de bas en haut, depuis l'économique qui est en bas jusqu'à l'éthique et l'esthétique qui sont en haut. Et les implacables prémisses du syllogisme kierkegaardien appelleront cette conclusion : le marxisme, qui est la plus totale des sciences est par cela même le contraire le plus total de la vérité.

Le réel ne peut donc être objet de science, il ne peut être qu'objet de foi. Religion et vérité se confondent. Et quels sont les trois moments de la religion, c'est-à-dire de la vérité ? Ce sont : paradoxe, foi et scandale. Et où est le paradoxe ? En ceci que Dieu un jour se soit fait homme ; le scandale, c'est que la Vierge ait pu concevoir en restant vierge : mais cela est la vérité dans la mesure où c'est paradoxal et scandaleux, et la foi, c'est de contempler le scandale et de ne pas se scandaliser.

C'est ce qui est scandale pour la Pensée humaine, qui seul est l'immensément et l'irréparablement vrai. La possibilité d'une connaissance objective est niée, la science erre, l'histoire ment et la spéculation intellectuelle n'est que folie et blasphème. Cependant, la nature ou Dieu ont déposé au fond de nous un élément spirituel auquel nous avons donné le nom de pensée. Quel rôle reste-t-il à jouer à cette pensée dans le destin de l'homme qu'un décret décisif a rendu strictement solitaire ? Kierkegaard, à cela, tient une réponse toute prête : « La plus haute passion de la pensée est de découvrir quelque chose qu'elle ne puisse penser. »

### LA PHILOSOPHIE DU SCANDALE

Le rôle des philosophes et des penseurs est donc pernicieux, qui consiste à affaiblir le scandale. Dans le cas de la sociologie où est le scandale ? Il est bien dans l'opposition entre cette classe de maîtres qui sont une petite poignée à se partager les biens de la terre et la puissance politique et celle des esclaves qui n'arrive même plus aujourd'hui à s'assurer ce qui est le plus strictement nécessaire à son existence. Mais la conciliation des deux termes qui s'opposent affaiblirait le scandale, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus chrétien dans la religion chrétienne. « Tout mal viendra des sciences naturelles », prophétise Kierkegaard, et il faut entendre ici par sciences naturelles toutes les sciences de la nature, y compris de la nature humaine et sociale, et entendues en ce sens, il est clair que le marxisme prend sa place au premier rang des sciences naturelles.

La pensée kierkegaardienne est donc à l'antipode de toute solution à apporter aux problèmes que pose la marche sociale de l'espèce humaine. Faire une sociologie, c'est construire sur le sable, concevoir une morale c'est jouer avec l'illusion et qu'importe de travailler au développement de l'espèce humaine puisque ce n'est pas ce développement que Dieu a placé au terme de la réalité, l'accord des contraires qui en forment la trame accidentée n'étant qu'un songe vain et une fausse solution du désespoir.

Car hors de Dieu, ou plus précisément encore, hors de la solitude en Dieu, tout n'est que désespoir. L'absolu n'est point dans l'univers, mais hors de lui, en Dieu et en soi-même. Il faut mépriser la pitié, dédaigner les foules, briser la science, ruiner la morale et chercher dans le christianisme la féconde cruauté et en Dieu l'héroïque tourment. Kierkegaard va même jusqu'à louer l'Inquisition. A Torquemada qui brûlait les hommes pour envoyer plus vite au ciel des âmes toutes pures, il est prêt à trouver des charmes qu'il ne trouvait pas à Hegel et que ses disciples de 1933 à leur tour préférèrent trouver à Torquemada plutôt qu'à Marx.

Le désespoir, pour Kierkegaard, est dans le monde un malheur indéfinissable, probablement issu du premier péché, mais ce désespoir est aussi la clef du monde. Le remède est dans la conscience individuelle, dans un individualisme poussé jusqu'à

sa pointe la plus insaisissable. Or que font les hommes ? Ils le recherchent entre eux par un gouvernement plus scientifique de leurs groupes destiné à engendrer l'équité et la liberté. « De l'ère de la fatalité à l'ère de la liberté » ? Kierkegaard devant cette prétention lâcherait son plus noir et plus subtil sarcasme. Il le fit déjà devant les événements de 1848. L'inégalité sociale des hommes, Kierkegaard la proclame éternelle. L'égalité ne peut se réaliser qu'interne et devant Dieu. Les hommes en chair et en os n'intéressent pas Kierkegaard. Ce Torquemada de la philosophie abandonne ses misérables aux harpies de la Fatalité collective qui les déchireront pour les sauver du désespoir.

\* \*

Qu'est-ce donc que le christianisme purifié et séparé du processus de la vie sociale ? C'est l'individu opposé au nombre.

Il reste bien entendu que pour faire du christianisme la force qui isole l'individu de la masse, sépare la réalité individuelle de la superposition du nombre, il est nécessaire de l'avoir préalablement saisi en ceux de ses caractères qui échappent à la loi du temps. C'est dans le temple même que l'orgueil des prêtres a dressé comme un témoignage de leur puissance terrestre, que le véritable chrétien ira chercher le feu dont par lui le temple sera brûlé.

### EPILOGUE

Pessimisme du côté de la terre, optimisme du côté du ciel ; individualisme forcené par lequel on enseigne qu'une fois de plus les drames seront dénoués, alors que la vie sociale les engendre sans les résoudre ; solutions individuelles proposées à des misères universelles, révolution aristocratique opposée à la révolution socialiste et prolétarienne, voilà ce que nos jeunes intellectuels fascistes d'aujourd'hui attendent de certains morts que, sous la précipitation des événements, on est allé réveiller en sursaut, se souvenant que leurs leçons furent celles du dédain de la multitude, du culte de soi-même, d'un orgueil de soi-même, et, en un mot, d'un dyrisme de la « diversité » prêt à se muer, dans la flamme des malheurs humains, en guerre des oppositions.

HENRY-LECONTE.

## Hitler n'a rien inventé

Si en Allemagne il ont Hitler, nous avons en France, Dieu merci, M. Charles Maurras.

M. Maurras a de commun avec Hitler, du moins ceci, qu'il ne peut pas souffrir la présence d'un juif. En présence des fils d'Israël, lui aussi se sent l'âme d'un bon Argy. Le jour — nous risquons de l'attendre longtemps pour ne pas dire toujours — où le quarante-et-unième roi s'abattra sur la France, M. Maurras est décidé à pousser une enquête sans complaisance à l'effet d'établir un recensement de tous les mâles juifs afin, comme dirait M. Guy-Craud, « de les anesthésier sans les tuer ». Le pogrom maurrassien commencerait par un immense conseil de révision. Citons plutôt et que les juifs ouvrent l'œil, puisque c'est bien cette année que Mgr le duc de Guise va monter sur le trône de France (c'est du moins M. Léon Daudet qui l'affirme) :

« De vieux juifs, venus d'Allemagne ou de Pologne, peuvent être soumis sans déshonneur à des formalités que subit toute la jeunesse française. Il suffirait, pour couper court aux longueurs inutiles et aux supercheries, d'édicter que les recherches devront se borner au plus ancien mâle de chaque famille accusée ou suspecte, quelques jeunes ménages israélites affectant, parait-il, de manquer au précepte de la circoncision. S'il arrive que ces nouveautés nécessaires éveillent ça et là des rires gaulois, ces beaux rires pleins d'innocence feront du bien au pauvre monde ; ils serviront à compenser les larmes et le sang, dont nous est comptable Israël. »

Qu'attend le « Canard Enchaîné » pour recevoir M. Charles Maurras au nombre de ses collaborateurs ?

Nous sommes décidés ce jour-là à lui verser un abonnement de propagande.

En tout cas, lorsqu'on a lu ces lignes on s'aperçoit vraiment qu'Hitler n'a rien inventé.

M. Maurras non plus d'ailleurs.

H.-L.

## Comité de Rédaction

La tête ronde du camarade L. oscille au-dessus d'un chantier de paperasses; il y a sur la table des feuilles volantes, où quelques phrases écrites au crayon voisinent avec d'énormes empreintes digitales, couleur de frites, des cartons verdâtres sur lesquels le camarade J. a dessiné des emblèmes soviétiques, des coupures de journaux, des livres neufs encore entourés d'une bande publicitaire, le tome I du *Capital* (traduction Molitor), ouvert aux pages 120-121, des morasses humides que le petit M. vient d'apporter, un vieux numéro de *l'Intransigeant*, lacéré, une pile croulante de revues, une grande photographie tirée sur papier glacé, représentant un petit garçon, vêtu de loques, dans un décor de la zone, un roman d'Eugène Dabit, des enveloppes ouvertes et des lettres froissées, quelques feuilles de papier écolier couvertes d'une écriture maladroite et inextricable (c'est le manuscrit de l'« intellectuel » de la maison), et puis encore une casserole où sèche de la colle de pâte, un pinceau sans poils, un porte-plume sans plume, un encrier empli jusqu'au bord d'une espèce de boue noire. Le visage du camarade L. est contracté par la tristesse et par la rage :

« Le travail n'avance pas; personne ne m'aide. J'ai perdu la lettre de S. et la correspondance d'Allemagne. W. est malade; comment récupérer les cinq ou six livres qu'il a emportés, il y a quinze jours, et dont Marc a besoin maintenant pour préparer le cours de jeudi? Ce salaud de T. ne m'a pas encore envoyé les deux articles promis. M., retourne à l'imprimerie chercher les clichés! Nous ne sortirons pas samedi. Ah! c'était bien la peine de me crever... Enfin, voici Marc. Marc, assieds-toi là, prends l'article de G. et dis-moi franchement ce que tu en penses! Z. prétend qu'on ne peut pas passer ça, que ça n'est pas « dialectique », qu'il y a des erreurs, que ça nous attirerait des histoires. A propos, il me faut absolument un poème d'ici vendredi. Si tu ne trouves rien dans les tiroirs des copains, fais-le toi-même. Z. t'invite à déjeuner pour dimanche. Tu ne connais pas son adresse? As-tu vu V. pour la distribution aux kiosques des boulevards? V. est un brave type, mais pas débrouillard. Tout de même, je ne peux pas tout faire moi-même. Naturellement, le groupe d'architecture m'a lâché; leur dossier ne sera prêt que dans quinze jours. Mais non, mais non, je ne manque pas de copie; mais voilà, je n'ai pas ce que je voudrais. A. m'envoie des échos vaseux, des chroniques incolores. Si! Je leur ai dit ce qu'il fallait écrire, mais ils ont la mémoire courte; et puis, ils préfèrent écrire n'importe quoi, ce qui leur passe par la tête, plutôt que de lire et de travailler. Non, je ne suis pas pessimiste. On en sortira, hein, mon vieux Marc? »

Entre G., une cigarette éteinte collée à sa lourde lèvre, le chapeau plat jeté en arrière, un paquet d'hebdomadaires sous le bras droit, un minuscule portefeuille de cuir violet sous le bras gauche. G. fait un croc-en-jambe à une chaise, et, finalement, s'assied sur le divan, ôte son chapeau, son pardessus, sa veste, retrousse les manches de sa chemise, tire son gilet, se frotte la nuque, et dit : « Au travail! » Dans la pièce voisine, le phonographe moude des disques de danse, une femme rit; des pas dans l'escalier; la porte de l'appartement s'ouvre; la chambre est envahie. En cinq minutes, l'air est devenu irrespirable; un parfum tenace de « caporal ordinaire » s'installe; L. se lève, bouscule tout le monde, ouvre la fenêtre, retourne à sa table. G. tousse, enfle une manche de veston, puis ferme la fenêtre. L. et G. se disputent. Marc fait évacuer la salle. Le phonographe s'arrête. La camarade H. vide et essuie les cendriers. Une heure de calme et de travail. La table de L. devient un bureau respectable; Marc corrige les épreuves; G. relit un de ses articles, avec une moue de regret.



Ces amateurs du journalisme prennent des attitudes, des regards, des voix de professionnels. Une ampoule nue pend au plâtre du plafond; le poêle est rouge; H., fatiguée, s'est étendue sur le divan; elle a croisé ses mains rouges d'ouvrière sur sa poitrine; personne ne la regarde, elle ne pense à rien. Une pluie mêlée de neige brille aux vitres, et, de temps en temps, les yeux de L. quittent les lettres noires pour se tourner vers ces signes blancs qui traversent doucement la nuit. Les paupières se soulèvent un peu, les yeux brillent. L'imagination de L. ouvre la porte, descend l'escalier, traverse la cour, s'engage dans le couloir en forme de tunnel qui aboutit à la rue. La voici sur le trottoir, sur le pavé, où des plaques de neige fondante, mêlée de boue, semblent d'étranges végétations polaires; la voici qui se met à marcher très vite à travers la ville, à courir, à voler. Elle saute d'une nation à une autre nation, d'un continent à un autre continent. Elle voit maintenant ce que les journaux lui ont raconté. Elle voit, elle entend, elle souffre. Hitler ouvre la gueule, un cri en sort et des millions de gueules reprennent le cri; c'est un hurlement, la menace d'une bête immense. Une foule chinoise : les promeneurs portant sur l'épaule un oiseau familier, des artisans dans les ateliers ouverts sur la rue, les théâtres populaires où des serviettes chaudes volent au-dessus des têtes. Et puis, tout à coup, le canon, des flammes, du sang; des chariots emportent des fagots de cadavres; une main arrachée saigne dans un ruisseau. La police a détruit un camp de chômeurs, en Amérique; on voit des baraques éventrées, des tentes aplaties sur le sol comme de gros champignons écrasés par un pied gigantesque. Les hommes ne sont plus là; où sont-ils? Dans les prisons, sous le fouet, dans ces « boîtes à suer » où l'on meurt souvent, sous les wagons au ras du ballast, blottis dans un coin de garage ou payant d'un cantique (il faut bien vivre) la soupe de l'Armée du Salut ?

Quel chaos ! L'imagination du camarade L. a réintégré son domicile : le corps de L., à nouveau penché sur la table. Sur une feuille ces mots : « Cinquantenaire de la mort de Marx. »

« — Rendre hommage à notre maître (le monologue intérieur reprend), ce n'est pas facile. Les Russes le peuvent peut-être. »

L. voit des foules prolétariennes; il entend rouler comme un orage, sur ces millions de têtes, l'*Internationale*.

« — Misère ! Il fait trop chaud. »

G. vient d'allumer une nouvelle cigarette; Marc a repoussé les morasses et rêve, la main droite sur le cœur; il songe à sa petite amie.

« — Bien sûr, j'ai prévu des articles philosophiques : d'Hegel à Marx, en passant par Feuerbach, Marx et la science sociale, les applications du matérialisme historique, Marx et Sorel, Marx et Bakounine, Marx et Lénine, Marx et l'explication des crises; je n'aurai pas tous ces articles. Et même si je les avais tous, il y a quelque chose qui m'échapperait, quelque chose d'important, quelque chose qui distingue Marx des autres auteurs, qui vous fait avaler sans grimace les termes techniques, les notes, l'érudition, les chiffres, les polémiques interminables. Rendre hommage à Marx ? Marx n'est pas seulement un maître, c'est un ami, un camarade; il est tout près de nous; ses livres nous chauffent l'estomac comme de la vraie nourriture. Rendre hommage à Karl Marx, à notre camarade Karl Marx... Il n'y a pas très longtemps, en somme, que j'ai quitté les chantiers, les échafaudages : Maçon, je tiens mon porte-plume comme un manche de truelle, et mes idées sont liées par une espèce de mortier; j'ai dans la tête un assemblage solide. Il faut pousser dur pour le faire craquer. Et c'est Marx qui a donné à ces idées la forme des briques, et qui a maçonné ce beau mur. Marx, philosophe maçon. Division de la société en classes, lutte de classes, triomphe du prolétariat, saut dans la liberté. Cela se tient. »

Marc taille une allumette et se fait les ongles. Il a des mains longues, fines, presque féminines. Il pourchasse jusque sous les replis cornés les grains de poussière. Il cure, il nettoie, il blanchit.

« — Marc », dit le camarade L.

Marc interrompt son petit travail et rougit comme s'il avait été pris en faute.

« — Ah, ces intellectuels ! Ces petits bourgeois ! Qu'est-ce que tu penses de Karl Marx ? »

Marc, surpris, se dérobe. Il baisse la tête, comme si le tourbillon de formules qui habite sa mémoire lui donnait le vertige. Comment distinguer, comme cela, tout de suite, le personnel et le banal ? G. rigole, découvrant des dents irrégulières et jaunies par la nicotine. Ses mains valsent. Va-t-il attraper des phrases dans l'air, comme un prestidigitateur fait sortir du vide des louis ou des colombes ?

« — Starke dit que la sociologie était, pour Feuerbach, terra incognita, terre inconnue. Engels reprend le mot. Donc, le marxisme est avant tout une sociologie. C'est-à-dire ? Une explication de l'homme détaché de ses dieux et rattaché aux autres hommes, à la société et, par là, à la nature. Qu'est-ce que la société ? Des groupements. Les hommes se groupent comme les cellules dans l'être vivant. Les cellules se groupent en organes; les hommes en corporations. Corporations définies par une certaine activité, par un certain travail, corporations d'essence professionnelle. La corporation des ouvriers, et la corporation des banquiers, et celle des militaires. Mais les intérêts font, d'un ensemble de corporations, une classe. Le capitalisme engendre deux classes, deux lignes de corporations ennemies. Les plus forts mènent le jeu. Exploitation de l'homme par l'homme. On vient nous parler d'institutions. Qu'est-ce que ça, une institution ? C'est la forme fixe, fixée, qui règle certaines fonctions sociales. Institutions économiques : un système de commandements. Tu produiras comme ci, comme ça. Tu échangeras comme ci, comme ça. Institutions religieuses : tu adoreras un Dieu en trois personnes. Toute la lyre; ce que Durkheim appelait « représentations collectives ». Tout cela est mécanique. Les institutions changent. Les hommes ne sont pas faits pour le service des institutions (c'est le règne de la police), mais les institutions sont faites par des hommes, pour des hommes, par une classe, pour une classe. La machine se détraque. Crises, révolutions, émancipation. »

G. a l'habitude du bavardage philosophique; il mêle les

doctrines, les vocabulaires. Il parle, il parle. L. écoute, et ne comprend qu'à moitié ces beaux discours. Marc n'écoute pas et, tout à coup, relève la tête. Il se met à raconter sa petite histoire.

« — J'ai mené, pendant toute une année, une vie de noctambule. Vous ne pouvez pas savoir comme la vie est faussée sous la lumière électrique. Le petit train des Halles ébranle le boulevard Saint-Michel. Ça sent le tabac anglais, la sueur de femme, le vin blanc. On a la tête vide et le ventre lourd. On boit, on parle, on fait l'amour, jusqu'au jour où le cœur, fatigué, refuse de battre pour ça, pour des copains aussi incertains que des fantômes, pour des poules. On est écrasé de sommeil, mais tout de même on ne veut pas dormir; on se frotte les yeux. Ah! voir la vie, la vie telle qu'elle est au petit jour, quand les convois souterrains roulent vers l'atelier et le comptoir, quand les tramways brinqueballet le long des murs d'usine. »

— L. : « Les petits bourgeois réfléchissent. »

Marc, qui vient de pécher contre la simplicité, avale son lyrisme avec un ricanement.

L. dit : « On se fabrique comme on peut une conscience de classe. »

G. imperturbable continue ses petits exercices dialectiques.

« — On découvre qu'on est un homme parmi les hommes. La société moderne sent mauvais. Sur quel radeau se réfugier pour ne pas s'enfoncer dans le marécage ? Comprendre ce qu'est un homme pour les autres. Le travail, le métier, le salaire, le traitement, la conscience de classe. Bon. Classe contre classe. Vaincre ou mourir; ou mourir, parce qu'il y a la guerre. Voyez les journaux. J'arrive aux faits. Donc, le raisonnement était bon. »

G. se lève, prend L. aux épaules, le secoue, le caresse, le décoiffe, le lâche, allume une nouvelle cigarette et va se frotter au mur, et ronronne comme un matou satisfait. C'est lui qui préside; il désigne Marc de l'index.

Marc entre dans le jeu. C'est un jeu merveilleux; c'est ce mélange de confidences, de réflexions, d'imaginations, qui donne à une conversation du poids, du prix, des accents émouvants.

Marc : « — Moi, je suis venu à Marx par Platon et Descartes. Ça a l'air idiot, mais c'est vrai. Assez difficile à expliquer. Comprendre, c'est participer. Marx parle d'objectivité. Comprendre ma situation de Marc. Il faut d'abord comprendre ma situation d'homme, d'homme pensant, d'homme souffrant, d'homme travaillant, d'homme mangeant, buvant, dormant, d'homme payé, d'homme récompensé, d'homme puni, de maître ou d'exploité. Nous autres intellectuels, nous avons à descendre l'escalier que les ouvriers doivent monter. Aller de l'homme au prolétaire, au lieu d'aller du prolétaire à l'homme. »

L. est rouge de bonheur. Le mot d'homme le ravit. C'est un mot à la mode, mais qu'importe, il est si beau. Un prolétaire prend conscience de sa situation de prolétaire, de ses droits, de ses droits magnifiques. Il suit la voie de l'émancipation, qui mène à une société faite d'hommes substituée à une société faite de classes.

« — Ah ! le beau rêve que nous sommes en train de faire ! Un digne hommage à Marx ? Mais tous ces témoignages valent mieux qu'une dissertation. »

Et l'imagination de L., une fois de plus, s'envole. Elle vole vers tous les travailleurs qui sont allés, grâce à Marx, de la réalité à l'espérance, à tous les intellectuels qui sont allés de mauvais rêves à une réalité riche de rêves, d'autant plus beaux qu'ils sont plus solides. Un étudiant achète le *Manifeste Communiste*. La main dans la poche, les pièces de monnaie, l'ironie du lecteur, le sourire qui s'efface. Un monde nouveau ? Si c'était vrai ? Mais c'est vrai; les choses sont ainsi.

G. donne un coup de poing à l'ampoule et regarde sur le mur vibrer trois ombres fraternelles.

JEAN LUC.

## Une contribution importante à l'histoire de l'esclavage

L'ouvrage du commandant Lefebvre des Noettes : « L'attelage à travers les âges » n'est pas une nouveauté ; la première édition parut, en effet, en 1924, sous le titre de : « La force animale à travers les âges », l'auteur publia la seconde édition de son volume, remanié et amélioré, en 1931. (1)

Par une rencontre surprenante, l'étude entreprise par le commandant des Noettes sur l'utilisation du cheval depuis l'antiquité, loin d'être une simple compilation de curiosités équestres destinée aux officiers de cavalerie ou aux habitués des concours hippiques, constitue probablement la plus importante contribution à l'interprétation matérialiste de l'histoire qui ait jamais été faite en France.

Nous allons voir, en effet, à quelle admirable démonstration (d'ailleurs assez inconsciente) de la supériorité du matérialisme historique sur toutes les autres méthodes, aboutit le commandant des Noettes, lorsqu'il démontre, au cours de son ouvrage, que l'esclavage sous la forme qu'il a revêtu depuis l'antiquité jusqu'au 10<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, était conditionné par la mauvaise utilisation de la traction animale.

Dès l'introduction, l'auteur abordant l'examen du problème principal, pose en fait que l'histoire du cheval et du bœuf de trait n'est pas mieux connue que s'il s'agissait d'animaux vivant dans une autre planète. On croit généralement que ces animaux rendaient aux anciens des services analogues à ceux qu'ils rendent maintenant ; il n'en est rien. Le commandant des Noettes s'attache à établir que contrairement à l'attelage moderne, dont le harnachement bien adapté permet l'utilisation complète de la force de chaque animal et favorise l'effort d'ensemble de plusieurs animaux, l'attelage antique ne capait au contraire qu'une très faible partie de la force du cheval ou du bœuf et empêchait l'effort collectif des bêtes utilisées.

Lorsqu'il entreprit son travail, le commandant des Noettes découvrit qu'il se trouvait sur un terrain entièrement neuf ; aucun ouvrage moderne n'était utilisable ; mais si la bibliographie était défailante il n'en allait pas de même des documents figurés et de certains textes anciens.

Les terres cuites, les cachets, bas reliefs et bronzes de Susiane et de Chaldée, les papyrus, les monuments assyriens, égyptiens, grecs, romains et persans, les vases peints, les sarcophages, les monnaies, les peintures des manuscrits byzantins, les fresques, les vitraux, les tapisseries du moyen-âge fournissaient une source remarquable de documents.

Examinons maintenant de quelle manière furent utilisés dans l'antiquité le cheval et aussi le bœuf.

Rien ne permet d'affirmer que l'homme préhistorique ait su domestiquer le cheval, il n'y a pas la moindre trace de cavalier ni de harnachement sur les peintures des cavernes, il semble, par contre, certain que le cheval servait à la nourriture de nos ancêtres ; le dépôt de Solutré, près de Macon, contiendrait à lui seul les ossements de 100.000 chevaux.

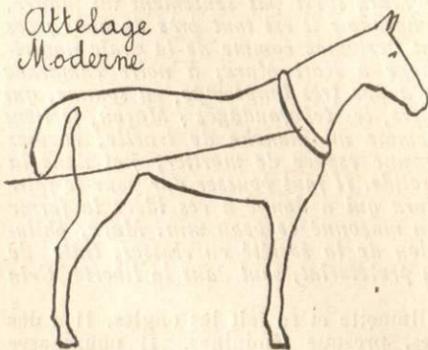
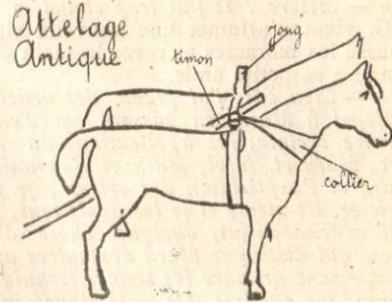
L'attelage et l'équitation apparaissent sur des documents figurés 3.000 ans avant l'ère chrétienne, en Asie Mineure ; 1.000 ans avant l'ère chrétienne, en Occident.

Quel était le système antique de l'attelage ? Il était caractérisé par deux principes essentiels : la traction par la gorge et le dispositif du joug.

Le collier était une bande de cuir souple qui cravatait la gorge du cheval, à l'endroit où la trachée passe sous la peau, il était lié au joug au-dessus du garot.

Les chevaux (accouplés par deux), lorsqu'ils entraînaient char ou charriot, avaient la gorge comprimée par le collier et respiraient mal, principalement s'ils baissaient la tête, car dans cette position les muscles détendus ne protégeaient pas la trachée ; c'est pourquoi ils redressaient l'encolure, prenant ainsi l'attitude caractéristique du cheval de trait sur les documents figurés de l'antiquité ; or cette attitude est la plus défavorable que l'animal puisse prendre, car elle l'empêche absolument d'utiliser son poids pour tirer.

L'attelage antique se composait généralement de deux che-



vaux tirant de front ; lorsqu'il y en avait plus de deux, seuls ceux qui étaient attelés au joug tiraient réellement ; quand aux attelages à quatre chevaux, n'utilisant qu'un seul joug, ils donnaient de mauvais résultats, la longueur exagérée de ce dernier le rendant, en effet, cassant.

Les anciens, qui n'employaient qu'une faible partie de la force du cheval en faisant porter l'effort de traction sur la gorge, réduisirent au minimum la puissance de l'attelage en n'utilisant habituellement que deux bêtes de front. Il ressort des prescriptions du Code théodosien, ainsi que des expériences du commandant des Noettes, que le rendement de l'attelage antique ne dépassait pas 500 kilogs, c'est pourquoi seuls les bœufs purent, autrefois, être utilisés aux travaux des champs ; on les accouplait sous le joug de cornes ou de garrot et la traction qui (contrairement à celle des chevaux) s'opérait rationnellement, permettait à ces animaux de déployer leur effort en terrain meuble ; en terrain dur, ou sur les routes, la fragilité des pieds du bœuf ramenait son rendement à celui du cheval, la ferrure étant ignorée des anciens.

Constatons, en passant, que la roue n'apparut sur les documents figurés que vers l'an 4.000 avant l'ère chrétienne ; notons aussi que le véhicule à deux roues fut la règle dans l'antiquité, celui à quatre roues l'exception (2) ; en effet, l'invention de l'avant train tournant qui permit d'utiliser les charriots à quatre roues ne date que de la fin du seizième siècle de notre ère ; quant à la brouette, l'invention en fut faite au moyen-âge.

Le cheval et le bœuf ne pouvant effectuer le charroi des matériaux lourds, Assyriens et Égyptiens firent appel à la force motrice humaine ; les corvées serviles étaient dirigées par des surveillants armés de bâtons et de poignards. Pyramides, statues colossales, ainsi que tous les transports en général, furent assurés par les esclaves recrutés à la suite des guerres victorieuses.

L'étude des formes diverses d'attelage en Grèce, en Perse, à Byzance et chez les Barbares, permet d'aboutir à des conclusions identiques.

Examinons maintenant l'attelage moderne, qui date des derniers rois Carlovingiens (3) ; les trois principes en sont

(2) Certaines figurations représentent des chars vus de profil avec deux roues apparentes, l'une à côté de l'autre ; on pourrait croire qu'il s'agit de véhicules à quatre roues ; en manuscrit latin 8085, de la Bibliothèque Nationale de Paris.

(3) Il apparaît, pour la première fois, sur les peintures du réalité, l'artiste ignore la perspective et reproduit la roue visible à côté de la roue invisible.

(1) Commandant Lefebvre des Noettes, L'Attelage, le cheval de selle, à travers les âges. Picard, 1931.

les suivants : 1<sup>o</sup> le collier d'épaule, à armature rigide, qui s'appuie sur la base osseuse des omoplates et capte toute la force de l'animal ;

2<sup>o</sup> la ferrure à clous, qui permet au cheval de circuler sans dommage sur les routes ;

3<sup>o</sup> le dispositif en file, grâce auquel on accumule les efforts d'un nombre indéterminé d'animaux.

L'attelage en file de chevaux ferrés et munis de colliers d'épaule, peut avoir une efficacité centuple de celle de l'attelage antique.

A partir du moment où l'invention de l'attelage moderne fut réalisée, les progrès dans l'art du charroi furent incessants jusqu'à notre époque ; actuellement on ne trouve plus l'attelage antique qu'aux frontières de l'Inde et de l'Afghanistan.

C'est la mauvaise utilisation de la traction animale qui rendit fatale l'emploi des esclaves ; le commandant des Noettes a nettement établi dans son livre que c'est seulement au 10<sup>e</sup> siècle que l'on apprit enfin dans l'Occident Latin à faire rendre à cette traction tout ce qu'elle pouvait donner. Du 10<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> siècle l'attelage moderne remplaça progressivement l'attelage ancien. « Or, coïncidence suggestive, c'est au cours de cette même période de trois siècles que l'esclavage disparut en Occident. »

« L'histoire, dit le commandant des Noettes, a enregistré brièvement ce fait capital de l'extinction de l'esclavage pendant le haut moyen-âge, mais elle n'a pas su l'expliquer, ou, du moins, elle n'a tenté de le faire qu'à l'aide des facteurs moraux. Mais ces facteurs, quelle que soit leur élévation, ne sont pas seuls à régir les destinées humaines ; il est à côté d'eux des conditions matérielles impérieuses. » (4)

L'Eglise catholique prétend, on le sait, avoir été à l'origine de la suppression de l'esclavage, ce qui est absolument faux (5) ; elle approuva et encouragea, au contraire, toutes

(4) Le matérialisme historique de l'auteur doit au fait qu'il est assez inconscient, d'être quelque peu confus.

(5) Voir G. Servèze, « L'Eglise et l'Esclavage », numéro de la lutte antireligieuse d'avril 1933.

## FASCISME ET ARCHITECTURE

La Section « Architecture » de l'A.E.A.R. vient d'organiser sous ce titre une très intéressante réunion contradictoire qui faillit devenir mouvementée. La souplesse et l'énergie du président, Francis Jourdain, rendit possible une discussion féconde, où tempéraments différents et points de vue contradictoires purent s'affronter.

L'exposé du Bureau, lu par Lurçat était net, mais il n'a pas assez souligné la base idéologique sur laquelle l'architecture et le fascisme peuvent être discutés ensemble. C'est pourquoi Le Corbusier en lui répondant put parler d'une architecture sans politique — le bonheur sur le papier ! — sans contradiction flagrante. Mais quelques-unes de ses déclarations : « nous bâtissons pour ceux qui nous paient », « La propriété privée est un obstacle », etc., ont permis au président de démontrer, et il l'a fait très habilement, la situation sans issue, de l'architecte dans la société actuelle.

Deux représentants d'ouvriers parlèrent. Le représentant de la C.G.T.U. fit un discours d'orateur dans lequel il attaqua moins le fascisme que la C.G.T. Cette dernière recevait les coups distribués avec une telle véhémence qu'on était tenté de croire que le discours, au moins en partie, avait été fait pour d'autres circonstances. Par contre, le représentant des tailleurs de pierre parla sans façon, moins haut sans doute, mais il expliqua très clairement la situation des ouvriers et leur opinion sur l'architecture, et il donna une image vivante et bien détaillée du fascisme dans l'association patronale.

A la fin de la réunion il y eut une intervention sur laquelle nous voulons in-

ter. Quelqu'un a prétendu que l'Italie fasciste a donné un libre développement à l'architecture moderne. Heure avancée ou manque d'arguments ?... Le bureau n'a pas répondu. Pourtant il est facile de démontrer que l'architecture officielle en Italie a utilisé jusqu'à ces dernières années un langage de formes, qui s'apparente au « Modern Style » de 1900. La nouvelle gare de Milan en est un tout récent exemple. Dans la construction des habitations, les réalisations les plus remarquables, celles que l'on publie dans les revues, se trouvent sur la limite entre cette architecture officielle et la moderne. Un exemple caractéristique est le cas de Sartoris dont une plastique fut refusée — parce que trop simple et moderne — par la Commission fasciste-bureaucrate du cimetière de Turin. Et ce cimetière est plein de monuments pour la description desquels j'aurais besoin de la plume de l'auteur de « Salon 1933 » (Masse n° 7).

Ne nous trompons pas. Même si l'architecture avait en Italie un aspect moderne (l'architecture moderne est un produit du capitalisme, dont le fascisme est la forme caractéristique d'une certaine période, pour lequel celui-ci ne pourrait-ils pas avoir une architecture moderne ?) le fascisme reste rait quand même un adversaire de la libération du prolétariat.

Si nous nous rendons compte que : 1<sup>o</sup> la partie matérielle (les moyens de construction qui sont actuellement le privilège de la propriété privée ou capitaliste) ; 2<sup>o</sup> l'organisation actuelle des hommes (qui est basée sur l'exploitation de l'un par l'autre) ; 3<sup>o</sup> le contenu, le sujet (qui est com-

les forces d'esclavage, sans en excepter l'esclavage domestique, celui-ci (le commandant des Noettes ne le mentionne pas), survécut jusqu'au seizième siècle ; chevaux et bœufs, même attelés à la moderne, ne pouvaient en effet remplacer vœlets et servantes.

Partout où le cheptel manqua, partout où les routes firent défaut, l'esclavage se maintint, ainsi en Amérique. « Tant que les animaux de trait importés ou nés dans le Nouveau Monde, furent en nombre insuffisant ; tant que la force motrice animale fit défaut, l'esclavage des nègres fut maintenu, rigoureusement réglé par les atroces codes noirs des peuples colonisateurs et approuvé sans restrictions dans son principe par toutes les autorités civiles et religieuses. Ce ne fut qu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle que les quakers de l'Amérique du Nord, énergiques, travailleurs et nantis d'un cheptel suffisant d'animaux de trait, donnèrent le signal de la réprobation en renonçant légalement d'un seul coup, à tous leurs droits sur leurs esclaves. Leur exemple fut contagieux, l'esclavage devint odieux dès lors qu'on pouvait s'en passer et cent ans plus tard la guerre de sécession libéra les esclaves aux Etats-Unis, désormais assez riches en animaux de trait pour supporter pratiquement cette réforme. »

Le travail forcé est si bien conséquence de la pénurie de force motrice animale que nous le voyons encore en vigueur de nos jours, sous l'euphémisme de portage, dans les régions d'Afrique Equatoriale où les animaux de trait font défaut, détruits par la mouche tsé-tse, où sont inutilisés en raison du manque de routes. »

La thèse du commandant des Noettes semble irréfutable et si l'auteur de « L'Attelage » n'est pas un Marxiste conscient, ses travaux n'en aboutissent pas moins à des résultats précieux pour le Marxisme. C'est la recherche scientifique des conditions du travail dans l'antiquité (tout au moins en ce qui concerne les animaux utilisés par l'homme) qui a permis d'arriver à la conclusion suivante, parfaitement matérialiste : la disparition de l'esclavage (sous sa forme antique) est due non à un progrès moral laïque ou religieux, mais à l'utilisation rationnelle de la traction animale.

GERARD SERVEGE.

mandé par les capitalistes), et 4<sup>o</sup> la théorie de la technique, qui est une « superstructure » de l'architecture même, tout comme cette dernière est celle de la structure économique ; — trouvent leur expression, leurs formes et les principes de l'assemblage de celles-ci dans (5<sup>e</sup>) le style — il devient évident que l'architecture ne peut être étudiée indépendamment de la Société qui la produit. En conséquence, il est faux de prétendre, qu'une Société, négligeant les quatre premiers points, réalise quelque chose de nouveau concernant le 5<sup>e</sup>.

Quant au développement de la Société italienne, regardons l'avis de ses amis. Une revue allemande et naziste : Monatshefte für Baukunst, juin 1933, qui chante les louanges de Mussolini urbaniste a présenté que l'on n'aura pas de difficultés archéologiques dans les travaux d'urbaniste qu'il a commandés. Cette revue se voit contrainte à reconnaître dans le même article que les maisons d'habitation sont trop hautes, et les cours trop étroites, et elle cherche des excuses à ces faits dans l'abondance de soleil sans à l'ailleurs arriver à paraître convaincue. A côté de l'admiration pour les méthodes de Mussolini, réalisant ses projets d'urbanisme avec l'argent d'état sans décision législative, à côté de phrases sur la transformation culturelle et « sociologique » du pays, nous trouvons une analyse dont la fin bien que discutable n'en est pas moins concluante : le degré de satisfaction des besoins a augmenté depuis la guerre, mais il n'a pas atteint celui de la nôtre dans les années d'avant-guerre. (Paulsen : Italienische Anregung.)

Tornai Imré (du C.E.A.).

Nous devons revenir quelques jours en arrière pour assister à un acte avec lequel commence tout un « moment » de la politique des nazis au pouvoir.

30 janvier. Minuit. Après la « marche des torches » sous la porte de Brandebourg, une section d'assaut rentre formée. Elle s'engage, précisément — et pourquoi? — dans la Wallstrasse, à Charlottenburg. La rue est, d'un bout à l'autre, des sous-sols aux mansardes, communiste. Bagarres. Coups de feu. Le chef nazi Malkowski et le schupo qui accompagne la colonne, Zaurits, tombent. Sont-ils tombés dans la lutte? Les nazis les ont-ils tués? Maikowski, plus tard on le saura, a eu des incidents avec ses chefs; pour Zaurits, schupo bon garçon, on le dit ami des ouvriers...

Le gouvernement saisit ces deux cadavres. La providence lui envoie? Il ouvre les portes du Dôme, la cathédrale impériale de Berlin. Les délégations de la police, les troupes d'assaut sont formées coude à coude. Le Cabinet, au grand complet est là. Le Kronprinz est là. Une messe solennelle a lieu « pour le schupo et le membre des S. A. tombés, ensemble, symboliquement, sous les balles de la canaille communiste ».

Il faut bien conquérir le cœur des braves schupos qui ont encore, peut-être, l'esprit de Severing et Grzesinski comme le prétendent les social-démocrates. Réconcilier schupos et hommes d'assaut. Il faut davantage, calmer la police qui craint pour son gagne-pain. La gagner et la transformer. La dompter. La souder aux nouveaux maîtres.

C'est ce que s'appliquera à faire, pendant tout le mois de février Goering le Truculent, le ministre de l'Intérieur de Prusse. C'est ce qui inspirera plusieurs de ses fameux décrets.

31 janvier. — Le « Berliner Boersenzitung », journal du capital monopoliste, publie un entrefilet élogieux sur l'attitude de la social-démocratie.

« Pendant que les communistes appellent à la préparation de la grève générale, la social-démocratie ne semble pas incliner à combattre le gouvernement par d'autres moyens que par des discours, des articles leaders et des appels. »

Involontairement, nous rapprochons cela des paroles que Mussolini leur dédia, à la Chambre italienne, après l'assassinat de Matteotti :

Juillet 1924 : « Que font nos adversaires? Déclenchent-ils des grèves générales ou même des grèves partielles? Organisent-ils des manifestations dans la rue? Essayent-ils de provoquer des révoltes dans l'armée? Rien de semblable! Ils se bornent à des campagnes de presse!! Ils sont incapables de faire autre chose que cela! »

Se l'entendront-ils dire dans toutes les langues?

Le 1er février, Hitler lance — c'est le mot — par la radio son programme. Le jour suivant on le retrouve sur les colonnes d'affiches : Il faut surmonter la désagrégation communiste. Il faut détruire le mouvement ouvrier. (Il le dira plus tard, nettement.) Deux plans de quatre ans. D'ici quatre ans les paysans seront heureux; quatre ans encore et les ouvriers le seront aussi. Entre temps : service de travail obligatoire. Dissolution du Reichstag. Nouvelles élections le 5 mars.

Hitler est au pouvoir. La menace est là, nette, brutale. Alors, dans le camp ouvrier, période d'obscurité manœuvres. On a peine à s'orienter même à travers les notes prises sur le champ.

Le 31 janvier, Breitscheid déclare, dans une réunion du Comité directeur du parti social-démocrate : « La lutte contre le fascisme est rentrée dans une nouvelle phase. Tous nos désirs seraient qu'aussi nos relations avec le parti communiste entrassent en une phase nouvelle. »

Une motion proposant un Pacte de non-agression au P. C. est rejetée par une seule voix de majorité.

Quintessence de la confusion, de la diplomatie, de la manœuvre.

Ce pacte reste pourtant au centre des débats jusqu'à la fin.

L'initiative de l'action unitaire semble partir et rester dans les mains des chefs réformistes; d'une action qui ne peut être qu'extra-parlementaire et révolutionnaire. Dans les mains de chefs qui disent : « Il faut attendre! » Attendre qu'Hitler sorte du terrain de la Constitution. »

C'est dire jusqu'à quel point les choses sont compromises.

Le C. G. du P. C. est incapable de finir ce jeu. De poser clairement, audacieusement, fermement la question.

# LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND

Suite du N° 6  
-- (1<sup>er</sup> Juin) --

Notes rapides  
d'un témoin

La théorie du social-fascisme lui lie mains et pieds.

La « Rote Fahne » du 2 et 3 février publie tout au long le discours du président de l'Internationale Communiste, Manuilski — réponse à Otto Bauer — où est développée à nouveau la théorie du social-fascisme.

Elle entend faire une réponse à la social-démocratie allemande.

Et le C. G. du P. C. envoie causer Torgler, derrière le dos des masses, avec la direction du S. P. D., avec la direction de la A. D. G. B. Il envoie Münzenberg causer en cachette avec Künstler.

Ceux-ci prennent courage, deviennent impertinents. Refusent.

Tout cela on ne le saura, naturellement, pas par les canaux réguliers, normaux : les organisations du parti, sa presse. Non. On le saura par des détours.

Torgler se présente dans la manifestation social-démocrate du 7 et prétend lire un appel aux masses. On lui répond : « Il fallait venir avant et soumettre ça aux organismes réguliers du parti. D'ailleurs, si nous cédonas la tribune à un communiste, la police peut dissoudre la réunion. »

Le 9, on trouve, pour répliquer, l'idée d'un pacte d'agression contre le fascisme qu'on propose « aux travailleurs qui sont dans le S. P. D. » ...

Le 16, paraît sur les colonnes d'affiches de Berlin une énorme annonce; « Proposition de front unique », où l'on lit : « La R. G. O. (opposition syndicale révolutionnaire), s'est adressée à la A. D. G. B. (Centrale syndicale réformiste), lui proposant « d'appeler une réunion commune de conseils d'usines pour organiser le mouvement contre la réaction fasciste. » La création dans toutes les usines, bureaux de chômeurs et dans les quartiers des comités de défense de la vie et des propriétés ouvrières. » Il finit disant : « Cette proposition a été repoussée, mais elle sera renouvelée. »

De son côté, l'A. D. G. B. publie une déclaration : « Dans une affiche que les passants ont pu lire, il est question d'une proposition qui nous a été faite. Nous déclarons n'avoir rien reçu. »

Le 17, c'est une proposition des Jeunesses communistes aux socialistes. Ceux-ci répondent avec le pacte célèbre et leur conseillent de s'adresser directement à la direction du parti.

Les réformistes se permettent de finir toutes leurs réunions syndicales et électorales avec un appel à l'unité de la classe ouvrière : « Véritable front unique, pas de manœuvres. Ouvriers communistes, nous vous tendons une main fraternelle. La réaction est là, unissons-nous pour la combattre. »

Le 19 février a lieu dans la grande salle de la Maison des Syndicats, la réunion des Comités d'usine de la A.D.G.B. et



LE FRONT UNIQUE DANS LE CIMETIERE...

du A.F.A. Bund de la région Berlin-Brandebourg-la Marche. Elle mérite une mention plus détaillée.

Le secrétaire de la région s'adresse à la salle : « Il nous faut un front unique; mais ça ne peut pas être un front unique qui commence par des calomnies contre les dirigeants des syndicats. Pas plus que le Front unique qui est annoncé sur les colonnes d'affiches. Le R. G. O. (opposition syndicale révolutionnaire), que le P. C. met au premier plan, n'est pas pour nous un partenaire sérieux. Par surcroît, le mot d'ordre pour une Allemagne soviétique n'est pas à réaliser dans un front unique avec des ouvriers des syndicats libres. Nous rejetons, localement, et dans le district, toutes les négociations pour un pareil front unique ».

Un bref discours du docteur Gusko, qui parla au nom de tous les rapporteurs, finit en ces termes : « Il faut dire du front unique que le P. C. ne prend pas très au sérieux ses paroles. La direction du P. C. sait depuis quinze jours que le président des syndicats libres, Leipart, s'est déclaré prêt à donner suite à tout appel direct de front unique qu'on lui adresserait. Mais l'écho communiste à cette honnête proposition ne s'est pas fait entendre jusqu'à présent ».

La conférence se termine par l'approbation, à l'unanimité, d'une résolution qui dit : « La réaction a trouvé des appuis dans le R. G. O. (opposition syndicale révolutionnaire) et dans l'organisation des cellules d'usines nazies. Les ouvriers et employés doivent avoir conscience que les meilleurs défenseurs de leurs intérêts dans les fabriques sont les conseillers d'usines des syndicats libres... »

Voilà le langage qu'osaient tenir les Leipart et Cie devant les ouvriers, le 19 février!

A quoi bon continuer... Tout ce mois de février, ce furent des heures noires. Les révolutionnaires à la remorque, à la traîne, à l'attente des décisions des chefs réformistes. Les masses décisives sont avec ceux-ci. Et leur mot d'ordre est : Abwarten. « Attendre. » Peu à peu, l'impression que le parti communiste ne peut rien, ne compte pour rien, gagne la rue. On cesse de s'occuper de lui. Cela, on le retrouvera le 5 mars dans le résultat des élections. A ce moment décisif, le parti réformiste, traître, maintient mieux et de beaucoup ses votants que le parti révolutionnaire.

Nous sommes dans une impuissance crue, nue. Extraordinaire résultat d'une politique révolutionnaire « juste ».

Le 10, nous accompagnons trois corps au cimetière de Friedrichfelde où reposent Rosa et Karl.

Trois jeunes communistes : Berner, Kollasch, Schulz.

Coin des rues Fulda et Wesel à Neukölln. Local Reichsbanner. Minuit. Un jeune au téléphone appelle au proche local communiste : « L'air est lourd. » Ils sont assiégés par les nazis. Les communistes accourent. Parmi eux, Erwin Berner. Arrivés au coin menacé, une salve de revolver. Les nazis embusqués, tirent. Berner est tombé là.

La police a défendu les cortèges. A la sortie de la maison, l'officier inspecte les couronnés, en saisit une qui porte une légende par trop explicite, la déchire, puis la piétine.

Les corbillards se mettent en marche, désespérés, seuls. Les pros suivent, au loin, par petits groupés isolés et aussi par les rues parallèles.

Nous prenons le Métro. A la sortie, attente. Après-midi nuageux, très froid, dans un carrefour livide. Coup de neige : des très petites munitions blanches tombent dru.

Forces de police considérables. Enfin, les voilà. Les trois voitures, à cinquante mètres l'une de l'autre, avancent, se secouant sur les pavés.

Chemins bien connus dans le cimetière. Fleuve des drapeaux. Mais cette fois-ci, à gauche, les poings levés en silence, des ouvriers de la Reichsbanner, saluent le cortège. De jeunes socialistes, de jeunes communistes portent les cercuils des camarades morts.

Le Front unique. Le front unique dans le cimetière...

Dans les quartiers de Berlin, dans tous les coins du Reich, de petits accords locaux ont lieu pour l'action. Pénibles. Etriqués d'en haut. Mais le grand accord au centre, seul qui peut décider, d'où naîtrait la résistance d'ensemble, la réplique de masses que craint la bourgeoisie — il n'y a qu'à lire ses journaux — cela n'a pas lieu. N'aura pas lieu.

La lutte électorale, « pour les dernières élections » est ouverte par les nazis. Une grande affiche « contre les criminels de novembre (1918), contre le marxisme et l'internationalisme qui ont gouverné et détruit l'Allemagne les quatorze dernières années. Contre le marxisme, votez Hitler! »

Deux jours après, occupe cette place une non moins grande affiche. Blanche, imprimée en lettres rouges, rayée de noir, les couleurs de l'ancien drapeau impérial : « Allemands soldats de la grande guerre, rappelez-vous que les social-démocrates ont saigné aussi sur les champs de batailles en défendant la Patrie. Qu'en 1918, quand le Kaiser fuyait, ce sont eux qui ont empêché l'Allemagne de sombrer dans un chaos semblable à celui de la Russie. Et maintenant, on les insulte, on les destitue, on les persécute. Et c'est là le remerciement de la Patrie ! »

La D. A. Z. commente : « Tout dans l'affiche, les couleurs, le ton, l'appel aux soldats, faisait croire, au premier abord, qu'il s'agissait du bloc nationaliste noir-blanc-rouge. Mais non, il s'agissait du S. P. D. Inutile de vous déranger, messieurs les social-démocrates, on vous reconnaîtra toujours sous la nouvelle peau. »

Au jour suivant, dans une nouvelle affiche, les social-démocrates réaffirment leur droit d'être considérés comme de fidèles Allemands, d'honnêtes patriotes, s'appuyant sur les déclarations du chef du Stahlhelm Dusterberg. « Il y a aussi dans les partis dits marxistes des soldats du front qui ont accompli, comme les meilleurs, leur devoir patriotique. »

Alors les nazis affichent cette question, en gros caractères : « A quel parti appartient le « camarade » Crispian qui a dit : « La social-démocratie ne connaît pas une Patrie qui s'appellerait Allemagne ? »... »

Mais voilà Pieck, un des membres les plus en vue du C. G. du P. C., qui se met à dire, le 23 février, dans l'assemblée électorale du Sport Palast : « Hitler prétend créer l'unité de la Nation. Comment peut-il dire cela, puisqu'il veut éliminer de l'unité de la Nation la parti décisive du peuple allemand, en signalant les 13 millions et demi de votants du S. P. D. et K. P. D. comme des non-allemands, des anti-allemands, contre lesquels il faut mener une lutte destructive ? »

La lutte continue. Les nazis attaquent les quatorze années antérieures comme un seul bloc de politique marxiste ! De ces quatorze années, cinq ont été remplies par l'activité de Hugenberg, leur actuel compagnon. Tant pis pour lui. Ce qu'il faut, ce sont de grandes lignes simples pour l'agitation, dira Goebels.

Leur programme : « Destruction du marxisme. » « Un doit rester vainqueur, le marxisme ou le peuple allemand. » « Dans dix ans, il n'y aura pas un seul marxiste en Allemagne. » Hitler consacre toute son éloquence à développer ses formules. Et rien que ça. Quand on lui demande davantage, il dira : « Notre programme, c'est de faire le contraire de ce que vous avez fait ! » Textuel.

Un jour, une formidable affiche contre la Russie soviétique. Attaque sournoise. Haine brutale. Elle finit ainsi : « Nous, ouvriers allemands rentrant de Russie nous déclarons : plutôt vivre dans une prison allemande que libre dans le paradis soviétique. »

Dans les quartiers ouvriers, plusieurs des colonnes que portent cette affiche, le soir, flambent.

On cause avec des social-démocrates de l'interdiction éventuelle du Parti Communiste.

Le parti communiste va certainement être interdit. Si le fait se produit avant les élections, les votes devront se concerter sur notre parti. Les communistes nous rejoindront en masse. D'ailleurs, je ne serais pas partisan de les admettre tous sans conditions... Une période de noviciat d'un an me paraît nécessaire.

Tout cela a un goût de sinistre spéculation et de bêtise à la fois.

Alors vous laisseriez frapper le P. C. sans bouger ? Et vous continuerez à affirmer que Hitler se tient dans les limites de votre constitution de Weimar... Ecoutez. Cette petite malice a fait son temps. Avec notre peau, c'est la vôtre qu'on porte au marché. D'abord, ce sera le P. C., ensuite viendra votre tour. D'ailleurs, votre petit calcul ne tient pas compte de la rancune et du mépris que vous vouerez les ouvriers révolutionnaires. Vous sacrifiez pour longtemps toute possibilité de rapprochement.

On cause avec des social-démocrates de gauche.

Alors qu'est-ce que vous faites ? Vous aussi misez sur les élections du 5 mars ?

Nullement, on se prépare. Nous cherchons à établir un réseau de liaisons illégales. On sait très bien que la lutte deviendra une lutte armée dans les rues. Seulement, c'est à eux d'employer les armes les premiers. Nous, la grève générale...



Près de la tombe de Karl et de Rosa, sur le cadavre de Bernes, jeunes socialistes et communistes se serrent la main.

— Mais qu'entends-tu par là ? Quand, comment, pensez-vous déclencher cette grève ?

— Je ne sais pas bien... Quand on arrêtera nos chefs. Quand la restauration de la monarchie aura lieu en Bavière... Je ne sais pas très bien.

— Mais ces motifs ne vous ont pas manqués, vous en avez à chaque instant.

— Ce n'est pas suffisant.

Nous sentons qu'ils ne feront rien. Tout cela revient — et cela est décisif — à donner du temps à l'ennemi, à lui abandonner l'initiative. Nous saisissons sur le vif, en ce moment, le mécanisme sournois de cette mentalité légaliste, non-révolutionnaire, qui n'offre même pas à ceux d'entre eux qui veulent lutter, un point de départ. Chaque événement isolé n'est pas un motif suffisant pour déclencher le combat. Or, chaque occasion perdue compromet davantage la situation et rend le départ plus difficile. Tant qu'on a la force, on attend. Et on la perd. Et quand la défaite est là, il n'y a plus de possibilité de lutter. Dans cette stratégie de la « prudence », du « sang-froid », de « l'attente », si chère aux chefs réformistes, il n'y a, au bout, qu'une cuisante et honteuse défaite.

Nous trouvons dans nos notes :

7 février. — Le « Front de Fer » d'Essen décide de faire une concentration, une démonstration de force. Les nazis se rendent sur les lieux une demi-heure avant, occupent la place, ferment l'accès des rues voisines et attendent en chantant leurs chansons de combat. Les chefs du « Front de Fer » délibèrent. Ils décident, tout simplement, de changer l'itinéraire du défilé et l'endroit fixé pour la concentration.

Le « National Zeitung », journal des nazis exulte, sarcastique : « La racaille des bonzes n'a pas même essayé de faire usage du droit qu'on lui a donné. Dorénavant, vous ne ferez pas de réunion autrement que quand et où nous vous le permettrons ! »

..Voilà comment on préparait le moral des troupes antifascistes.

8 février. — Les élections au Conseils d'usines qui ont lieu un peu partout dans le Reich n'indiquent aucune évolution pré-

cise des ouvriers vers la liste révolutionnaire. Les réformistes maintiennent en général leurs positions.

Les journaux relatent les exploits que les nazis ont commis la veille. Ils ont surpris trois jeunes qui revenaient d'une réunion, insignes à la boutonnière. Ils les leur ont arraché. L'un des jeunes fut jeté contre le mur et, à coups de poings, ils lui ont fait sauter toutes les dents. On le traîna ensuite par les cheveux sur plus de 100 mètres. L'autre fut grièvement blessé à coups de couteau. Le troisième camarade se sauva et donna l'alerte.

Aujourd'hui, nous regardons les boutonnières. Nous cherchons là un signe de l'état d'esprit. Les insignes portant les deux drapeaux de l'« Action antifasciste », les trois flèches du « Front de Fer » sont à leur place.

Le même phénomène dure depuis des mois : un courage, un esprit politique, individuel extraordinaire ; comme classe, une paralysie incroyable. Mais ceci n'est-il pas le fait des partis, des organisations ?

14 février. — Chaque jour aligne ses cadavres prolétariens. Les nazis guettent, la nuit, les ouvriers qui reviennent dans leurs quartiers. Des militants tombent à Spandau, à Charlottenburg, à Wedding, à Neukoelch. Les S. A. attaquent les locaux communistes, les locaux socialistes, les locaux de la Reichsbanner. Ils sont souvent repoussés. Dans les bagarres, des S. A. et des S. S. tombent.

15 février, 2 heures du matin. — Nous revenons du « Sport-Palace » où la « Fédération du Sport Rouge » a organisé sa « Fête de la Glace ».

Berlin est tout blanc. La neige qui a tombé pendant des heures et des heures s'est amusée avec les statues de la Potsdamerplatz. Elle leur a enflé les joues, leur a mis des perruques bizarres, elle les a habillées de lourdes fourrures blanches. Aux arbres, elle a donné une découpe nette, moitié blanche, moitié noire.

Il est trop tard pour le métro. Des groupes d'ouvriers marchent, poussant leurs vélos.

— T'as vu ?... Ils n'ont pas osé...

— Sûrement qu'ils n'ont pas osé ! On était bien dix mille !...

On était dix mille. Davantage peut-être. A sept heures, la salle était déjà pleine. Il fallait passer entre une double rangée de gars d'auto-défense, 50 mètres au moins ils faisaient un long corridor de regards attentifs.

Il fait chaud dans la salle malgré la piste de glace. On se serre de plus en plus pour faire de la place à ceux qui arrivent encore. Les vendeurs de concombres salés se frayent difficilement un passage. En attendant, on dine. Quelques sandwiches, une pomme. Le nombre de sandwiches distingue le chômeur de l'ouvrier qui travaille encore.

Les mots d'ordre se détachent sur les banderoles rouges : « Contre la fascisation du sport », « Contre le service obligatoire », « Pour l'unité du sport rouge ».

Les accents de la belle chanson d'espoir, « Frères, vers le soleil, vers la liberté », commencent à monter. Les appels de « Sport Rouge » sont repris par dix mille bouches. Quelques mots sur le rôle du sport prolétarien sont dits, un appel à voter pour la liste 3 dans les élections du 5 mars les termine, et le haut-parleur annonce le défilé des participants.

Glissant mollement sur les patins, la colonne avance. Elle parcourt la piste, revient, et le signal est donné pour commencer la fête.

Des matches de hockey, des courses de toutes sortes, des valse viennoises dansées merveilleusement sur la glace, et les heures passent. Le public note soigneusement tous les résultats. Sur les escaliers, on entend des coups de talon secs, militaires. Les piquets d'auto-défense se déplacent.

Presque six heures de sports sur la glace. Pas un incident. Le fascisme est au pouvoir depuis quinze jours, mais ses hommes n'ont pas osé venir au « Sport-Palace ». Il est une heure du matin quand on part. Les ouvriers qui habitent loin s'en vont par groupes. Quelques colonnes d'autodéfense gardent sur le trottoir leur formation.

Nous habitons chez frau D..., une grosse personne obsédée par l'idée du manger. Son mari est placier. Ils ont connu de belles époques, Frau D..., les résume dans une phrase : « On nageait dans la graisse d'oie ». Aujourd'hui ils vivent de longues périodes de chômage et frau D... est devenue une anticapitaliste farouche. Elle vote social-démocrate, mais après les élections de novembre, et surtout dès qu'elle nous sait communistes, elle est pour les solutions violentes : « Il faudrait que les ouvriers comprennent un fois pour toutes. Qu'ils aillent

prendre de force tout ce dont ils ont besoin. Moi, je suis communiste jusqu'au bout des ongles ».

Mais les événements se précipitent. Schleicher tombe et on parle déjà de l'arrivée de Hitler.

— Vous croyez que les nazis auront le pouvoir ? demande Frau D...

— Ils l'auront si les ouvriers ne leur barrent la route. — Alors la guerre civile est inévitable, les ouvriers ne se laisseront pas faire.

Hitler est déjà chancelier. Frau D... est sûre qu'il ne pourra pas tenir, il tombera comme les autres. Elle va se renseigner dans le quartier. Elle cause avec l'épicier, elle entend ce qu'on dit chez le boulanger, elle a tenu conseil avec Frau Bartel. Elle n'est plus si sûre de la tombée de Hitler :

— Le peuple a un tel enthousiasme pour lui ! Et après tout, pourquoi ne pas lui donner l'occasion de réaliser ce qu'il a promis ? Qui sait ?... Un homme qui a réussi à mettre debout un pareil mouvement !...

Nous tâchons de lui faire comprendre ce que Hitler représente : la réaction la plus monstrueuse qu'ait jamais connue l'Allemagne, la destruction des organisations ouvrières, la baisse des salaires...

— Mais il donnera du travail. La réaction... Je m'en fous de la réaction. A l'époque du kaiser, il y avait moins de liberté, mais on mangeait davantage. Du travail, voilà ce qu'il nous faut. Et Hitler a déjà un projet qui fera marcher les affaires, augmenter les effectifs militaires. Qui sait ?... Il arrivera même à remettre en vigueur le service militaire obligatoire, et cela fait vivre le commerce. L'armée, il faut des milliers et des milliers de paires de bottes, des milliers et des milliers d'uniformes. Il faut donner à manger à tout ce monde-là. Et puis, encore, ça : Tous ces gradés bien payés, se marient. Regardez, avant, une jeune fille comme Frida (Frida c'est la bonne, qui ne touche pas un sou depuis un an) pouvait se marier avec un sous-off, avoir un bel intérieur à soi, et être à l'abri de la misère sa vie durant. Maintenant, que voulez-vous ? qu'elle se marie avec un chômeur ?

— Vous oubliez le programme antisémite de Hitler, frau D..., et vous êtes pourtant juive.

— Les nazis ne sont pas contre les juifs allemands. Ils veulent chasser toute cette youpinerie venue de Pologne, d'Autriche. Ces Galiciens pouilleux de la Grenadirstrasse. Qu'ils les chassent ! Ils sont venus ici après 1914, ils se sont enrichis de la misère du peuple allemand. Moi, que voulez-vous, quand je vois une de ces juives polonaises cloutée de diamants, choisir aux Halles la poule la plus dodue, la tâter avec ses doigts pleins de bague, j'ai envie de lui cracher à la figure. Ils nous ont tout pris, tout ces sales « planies ». Ils sont sales, sales, ils ne se lavent jamais !

19 février. Un « Congrès de la Libre Parole » a lieu auquel participent des libéraux de gauche, réuni par les soins des communistes et Einstein, Tomas Mann ont envoyé leur adhésion. Dès que le docteur W. Heine déclare à la tribune que la croix gammée a été trouvée en Palestine, dans des tombes juives qui dataient de l'époque de Jésus, la réunion est dissoute par la police.

La Reichsbanner organise une manifestation de force au Lust Garten sous le drapeau de la République, noir-rouge-or. Son chef, Holterman, répète qu'eux aussi sont des Allemands : « Nous avons lutté pour la liberté de l'Allemagne pendant la guerre, nous lutterons, nous défendrons la liberté contre tous les ennemis de l'intérieur et nous jurons : « Plutôt mourir que vivre esclaves ! »

En regagnant ses quartiers, il y a, un peu partout, des incidents avec les nazis.

La police perquisitionne pour la deuxième fois depuis l'arrivée d'Hitler, à la « Maison Karl Liebknecht ». La garde d'auto-défense, huit communistes, est renvoyée. La maison est fouillée de fond en comble. Les meubles sont fracturés. On cherche des publications illégales et surtout des armes. Ce jour même sur les colonnes d'affichage, la feuille rouge habituelle de la police, portant en en-tête : « Récompense », promet mille marks à qui pourra donner des renseignements précis sur les endroits où s'impriment les tracts, les écrits communistes, et où l'on cache des armes.

La préoccupation de désarmer le Parti avant de le frapper ou pour le frapper est évidente.

Cet après-midi les nazis répètent sur la Bulow-Platz leur exploit du 22 janvier. La police occupe les toits du quartier et sous les carabines des schupos, les S.A. tiennent une réunion de propagande électorale avec concert, ceci face à la Maison Karl Liebknecht.

22 février. Nous sommes allés voir le camarade S... à l'hôpital. C'est un ancien Spartakiste. Costaud ; les yeux doux dans un visage rude. Nous l'avons connu à la Silvester-fest de Fichte. Fraternel, chaleureux. Il dit : « Genosse », comme il dirait frère, avec ferveur. Grand blessé de guerre, une grippe a entraîné chez lui des complications fâcheuses. Il est là, la tête bandée, souffrant terriblement, respirant avec difficulté. Mais il ne fait que demander, péniblement, mot à mot : « Comment vont les choses dehors ? Si je pouvais sortir ! Pourvu que j'aie le temps de vous donner un coup de main. Ces fascistes »... Et il fait le geste de tordre un cou.

D'autres camarades viennent le voir. Bientôt nous sommes une « cellule » communiste autour de son lit. Les mots sont amers, durs à entendre.

— Les réunions de cellules sont de moins en moins fréquentes. Les camarades sont découragés, ils abandonnent le travail...

L'un d'eux conclut :  
— J'attends davantage du travail illégal...

23 février. Pour la troisième fois depuis l'arrivée de Hitler, la Maison Karl-Liebknecht est occupée. Dans l'après-midi, un gros contingent de troupes de police arrive. Cinq personnes sont arrêtées ; on ferme le local du C. C. et les bureaux de la « Rote Fahne », on met les scellés sur l'imprimerie et un piquet de schupos reste pour garder les locaux.

Les journaux annoncent que cette fois l'occupation est définitive, et que la Maison Karl Liebknecht sera fermée.

23 février. Meeting électoral du P. C. dans le « Sport Palace ». Une heure avant de commencer, l'immense salle est pleine. C'est Pieck qui a la parole. Sur la question du Front unique, il a dit ces mots : « Nous nous adressons à tous les ouvriers social-démocrates, reichsbanners et adhérents des syndicats libres, nous leur tendons une main fraternelle. Nous sommes prêts à tout front unique qui aura pour premier but la défense des masses travailleuses ». Quand il commente les mesures prises contre les écoles laïques, la police déclare la réunion disoute, parce que l'orateur « a parlé avec mépris de la religion ». La salle accueille cet ordre par un vibrant « Front rouge ».

Pas d'incidents à la sortie, mais dans les quartiers, des ouvriers isolés sont poignardés, matraqués.

Dans l'Université. Parmi des camarades du groupe communiste. On cause à voix basse.

— Que va-t-on faire ?

La même question qui revient tenace. On ne peut pas, on ne veut pas admettre que tout soit perdu d'avance, sans que rien soit arrivé.

— Rien. On rentrera dans l'illégalité. Le parti perdra cinquante pour cent de ses effectifs. Les meilleurs resteront. On continuera le travail... Hier approchant du local où nous tenions les réunions de notre cellule nous l'avons trouvé occupé par les nazis.

— Et quel est « die Stimmung », l'état d'esprit parmi les intellectuels ?

— Mauvais. Beaucoup ont peur. Ils veulent suspendre tout travail jusqu'à de meilleurs temps.

— Mais enfin qu'est-ce que tu penses de tout ceci. A qui revient la responsabilité de cet état des choses ?

— A la social-démocratie. C'est elle qui freine les masses. Elle ne veut pas combattre. Elle a trahi de nouveau.

— Mais en cela elle est conséquente ! Cet argument pouvait être valable avant la fondation des Partis Communistes. Est-ce que 1914 ne nous avait déjà montré de quoi était capable la social-démocratie ? Qu'attendiez-vous donc d'elle, encore ? La question qui se pose pour des révolutionnaires est la suivante : comment s'est-il fait que la social-démocratie ait pu conserver avec elle les masses décisives malgré ses trahisons, malgré sa couardise, malgré la crise économique profonde quand il existait un Parti Communiste ?... Tu penses que la Direction du Parti, que sa politique n'y ont été pour rien ?

— Oui, on a commis des erreurs. Elle s'arrête un instant puis déclare : Ce sont des chefs qui nous manquent...

Le 27 février, les social-démocrates tiennent une réunion dans le Sport Palace, pour commémorer le cinquantenaire de la mort de Karl Marx. Nous voudrions y aller, mais nous tenons à réunir nos camarades de la Masch.

La Masch a déménagé. Elle se trouve maintenant dans la Neue Friedrichstrasse, une vieille rue dans le vieux Berlin. Le quartier, centre de magasins de tissus en gros, s'endort de bonne heure. Les ombres sont longues sur les trottoirs abandonnés.

Des larges rues, des ruelles pointues. Dans cette grosse maison grise maintenant habitée la Masch. Le vieil escalier sent le moisi et le pissat de chat, ce relent international que sentent tous les vieux escaliers de bois de toutes les vieilles maisons du monde.

L'école est silencieuse, froide. Une pénible impression de maison à louer monte de ses corridors sans élèves.

Notre cours, qui a assez bien tenu, ne compte pas, ce soir, plus de dix camarades. On attend le professeur. Il est déjà huit heures, huit heures et demi, il n'arrive pas, il ne vient pas. Nous causons, comme toujours, du moment politique. Nos copains sont déprimés, découragés. Le camarade F..., militant du Parti, affiche un pessimisme résigné.

— Die proleten werden es sehr schwer haben. (Ce sera très dur pour les prolos). Nous dit-il quand nous lui demandons comment vont les choses dans son quartier.

— Est-ce que le Parti attendait autre chose du fascisme ?

— Bien sûr, on savait, mais, tout de même, les choses sont arrivées à une telle vitesse !

— Moi, dit le camarade B..., je trouve que le parti se tait trop, disparaît trop. On ne le voit pas. On ne sait que dire aux gens qui nous questionnent à chaque moment.

— Et qu'est-ce que tu veux qu'il fasse ? Il est tellement traqué ! Toutes ses réunions sont défendues.

— Les réunions du S. P. D. sont très souvent défendues, mais ils arrivent tout de même à en réaliser quelques-unes.

— Oui, accepte F..., ils ont manifesté hier dans notre quartier, et il faut avouer que ce fut assez bien. Plus de trois cents personnes. Par le temps qui court...

— Et nous ? Pourquoi agissons-nous si peu ?

— Si peu, si peu... Nous sommes traqués comme des bêtes fauves. Tu veux commencer à bouger et tu as déjà la matraque sur le dos.

— Moi, s'entête B..., je crois que les social-démocrates ont mieux en main leurs masses. Ils peuvent mieux compter sur elles que notre parti. Et veux-tu que je dise une chose ? Je souhaite que notre parti soit mis le plus tôt possible dans l'illégalité.

Nous protestons tous, indignés, mais il continue :

— Mais oui, mais oui, le plus tôt possible, puisque c'est sûr qu'il sera déclaré illégal. Il se peut que nos dirigeants, ramollis aujourd'hui dans ses postes bien payés, aient besoin de revenir au pain sec des jours difficiles.

Nous en venons à parler des élections :

— Je crois que nous perdrons des voix, continue B...

— Sûrement.

Presque tout le monde est d'accord là-dessus.

— Moi, dit un jeune, je crois que les nazis vont gagner le cinquante pour cent.

— Tu es fou...

Notre professeur n'est pas venu, et c'est déjà l'heure de partir. Nous descendons et marchons, comme toujours, avec quelques camarades que nous accompagnons souvent jusqu'à Neu-Köln. Arrivés à la Königstrasse, il y a quelque chose dans la rue qui change son aspect habituel. Un je ne sais quoi, une légère inquiétude. Nous entendons courir derrière nous. C'est un groupe de jeunes gens. En nous rejoignant, ils jettent :

— Le Reichstag est en flammes...

— Sans blague ?

— Pas de blague. Il brûle bel et bien.

— Je n'arrive pas à le croire, continue F... A qui peut venir l'idée de mettre le feu au Reichstag ?

— A qui ?... Et la voix du jeune homme siffle, haineuse, aux communistes. Ce sont les communistes, bien sûr.

— Que peuvent avoir les communistes contre l'édifice du Reichstag ?

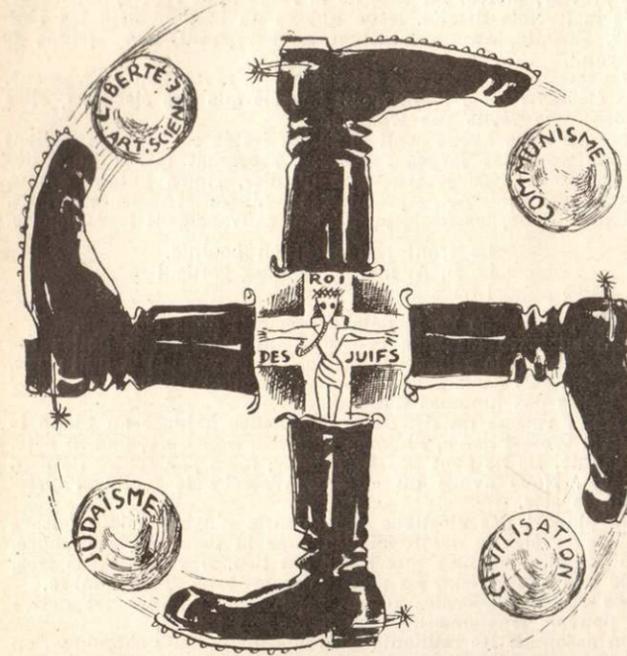
Nos objections ne sont pas de leur goût. Ils nous dévisagent d'un air provocant, se regardent entre eux et, à la fin, s'en vont.

Nous demandons au schupo si c'est vrai que le Reichstag brûle.

— Je ne sais rien, nous répond-il. Une dame vient de me poser la même question.

Nous décidons de le vérifier nous-mêmes et nous nous mettons en marche. Arrivés au Schloss Platz, nous délibérons : il se peut que ce soit une provocation nazi, un guet-apens. C'est tellement énorme. On n'ira pas.

Le jour suivant, Berlin est en branle. La nouvelle de l'incendie du Reichstag est arrivée aux quartiers les plus éloignés. Une caravane de vélos et de piétons montre par « Unter den Linden » vers la Porte de Brandeburg. Une froide curiosité chez la plupart : voir, vérifier l'action des flammes. La police empêche la formation des groupes. On cause peu et d'une façon voilée.



Toute la presse communiste est interdite pour quatre semaines. Prison préventive pour tous les fonctionnaires du P. C. Ordre de détention contre deux de ses députés « soupçonnés de complicité » dans l'incendie du Reichstag.

L'ensemble de la presse social-démocrate tombe aussi sous une interdiction de quatorze jours. Van der Lübke aurait avoué « des liaisons avec le S. P. D. ».

Des arrestations en masse. On dit que Torgler s'est présenté à la Préfecture de police, accompagné de son avocat.

Et cette terreur féroce ne trouve aucune réponse, aucune résistance organisée.

La maison du « Vorwärts » est occupée par la police. On saisit des tracts, des brochures. Après quatre heures d'occupation, la police s'en va.

Les journaux publient le roman feuilleton enfanté par Göring, sur les plans du P. C. Il y avait là des ponts sautés à la dynamite, des trains déraillés, des kilos de poissons pour les cuisines collectives, des milliers de femmes et d'enfants pris comme otages, une fantastique organisation de communistes habillés en hommes d'assaut destinés à piller le magasin, et encore, et encore...

Le chef de la social-démocratie, Wels, s'adresse au Commissaire du Reich, Von Papen, pour protester contre l'interdiction de la presse de son Parti : « La social-démocratie n'a rien de commun avec l'incendiaire du Reichstag. Tout son passé le prouve, une discipline exemplaire a toujours été démontrée par ses adhérents. Un coup d'œil dans la presse communiste pleine, jusqu'à maintenant, des attaques les plus âpres contre la social-démocratie, montre de la façon la plus claire qu'il n'existe aucun front unique entre le parti communiste et le parti social-démocrate... »

Voilà des mots qui illustrent la valeur de ce fameux « Pacte de non-agression ».

Une section d'hommes d'assaut arrive sur la Bülow Platz. C'est la troupe que commanda Horst Wessel, le souteneur, « poète », héros vénéré des nazis. Un coup de talons, demi-tour, et ils sont alignés face à la Maison Karl Liebknecht. Trois hommes se détachent. Ils portent le drapeau à la croix gammée. Un ordre du chef et les trois hommes avancent vers la Centrale du P. C. Ils passent la porte où se tiennent deux schupos, et quelques instants après on les voit sur le toit. Un moment encore, et sur le grand mat qui s'ornait si souvent du drapeau rouge à faucille et marteau, flotte la croix gammée.

Les hommes d'assaut saluent, le bras levé. Le chef tient un petit discours : « Le rêve de notre héros bien-aimé, le désir le plus fervent de Horst Wessel, vient de se réaliser. Le drapeau qu'il portait si fier et qu'il défendait avec son sang, flotte sur le bastion communiste. »

Les derniers jours de février, l'aspect des rues commence à

changer. Elles appartenaient aux ouvriers, elles ne sont à personne maintenant. Abandonnées par eux, elles n'ont pas encore un nouveau maître. On n'y voit pas davantage les nazis, mais il n'y a plus des défilés d'ouvriers, et de ces piquets d'auto-défense qui parcouraient les rues, allant quelque part.

Les élections approchent ; peu de drapeaux aux fenêtres. Ce bel esprit politique que nous avions remarqué jusqu'alors, disparaît. Mêmes les partisans nazis cèdent. Drôle de phénomène ; ils se sont eux-mêmes un peu terrorisés.

Le 4 mars a lieu ce magnifique « Réveil de la nation » enfanté par l'imagination de Goebbels, ces retraites aux flambeaux, le même soir, dans tous les chemins et villes du Reich ; ces feux allumés sur toutes les collines, dans tous les villages de montagne.

Nous nous installons au coin de la Friedrichstrasse et Unter den Linden.

Il n'y a pas tellement du monde ; et surtout, très peu d'insignes nazis !

— Je te dis que ce sont des curieux, comme nous.

Tout d'un coup, mouvement. On pousse de tous les côtés. Là-bas, au loin descendant la Friedrichstrasse du côté nord, on y voit une nappe de points jaunes, brillants, des petites flammes qui tremblent et qui se déplacent avec une oscillation d'ensemble.

— Ils viennent déjà, ils viennent !...

Les agents excessivement polis : « Messieurs, dames, s'il vous plaît ; placez-vous là-bas. Ils vont passer par là ».

Une petite vieille très bien mise, en passant est prise dans le remous, mais n'arrive pas à voir de quoi il s'agit : — Mais qu'y a-t-il ? Qu'y a-t-il ?

— C'est la retraite aux flambeaux des nazis...

— Ah bah !... et son geste est si sec, si méprisant, qu'elle doit appartenir, elle, au parti du Hugenberg, ou au centre catholique.

Les coins de la rue, les bâtiments, prennent un teint rouge. Une lueur d'incendie vacille sur eux. Les voilà.

Tous les gens sans insignes qui nous environnent, lèvent les bras à la « romaine ». Tiens, c'étaient des nazis eux aussi ! Des petits bourgeois peureux, qui ne mettront pas, avant les élections, le drapeau à la croix gammée à leur fenêtre, ni le signe hitlérien à leur boutonnière.

A cette époque, on pouvait encore ne pas lever le bras, sans être un héros.

Ils passent. Un homme sur vingt porte une torche qui fume plus qu'elle ne flambe. Le projet de Goebbels promettait davantage.

Les cris des chefs retentissent : « Où sont les communistes ? » Et la colonne de répondre : « Dans la cave ! ».

Passé un camion de schupos. Souriants, ils font eux aussi, ostensiblement, une fois, puis une autre encore, le salut hitlérien. Grand enthousiasme dans la foule.

Des hommes des troupes d'assaut, quêtent bruyamment : « Pour le voyage direct, sans retour des juifs en Palestine ». Les gens s'esclaffent. On rit de bon cœur. « Pour l'enterrement de Thaelman ! » Une dame, debout sur le marche-pied de son auto : — « Ouy ! Ecoute ce qu'il dit : Pour l'enterrement de Thaelman. » Elle rit hystériquement.

Un S. A. avec une gueule de cauchemar secoue sa tirelire en répétant : « Donnez pour la réfection de la Maison Karl Liebknecht ! Allez-y voir la croix gammée. Elle est bien là ! »

Nous encaissons, nous encaissons...

Sur la place François-Joseph a lieu la concentration pour entendre Hitler qui parlera à Königsberg, pour toute l'Allemagne.

Pour la première fois à Berlin nous voyons des hommes de troupes d'assaut en fonction d'agents de police auxiliaire. Chaque schupo est accompagné de deux de ces hommes armés de revolvers et de matraques. Ils sont sous les ordres du schupo, et, très gauches, très obséquieux, à ses côtés ils le suivent et l'écoutent comme des apprentis appliqués. Cela frappe.

Dans la radio, une voix décrit, seconde par seconde, ce qui se passe dans la salle, à Königsberg « où parlera le « Führer ». Bientôt arrive du haut-parleur un bruit de houle qui monte, qui monte : « HEIL, HEIL, HEIL »... C'est le Führer qui rentre.

La vague de cris atteint le paroxysme. Elle se brise.

— « Volksgenossen, volksgenossen... »

Hitler débite son discours-sermon que tous connaissent. Il parle depuis le premier mot en criant. Il n'expose pas, il fait des harangues pendant une heure, deux, s'il le faut, sans varier le ton. Avec accent. Même nous, étrangers, le remarquons. On dit ici qu'il a l'accent slave. Il n'est pas si bon orateur

que Goebbels, qui scande son discours mot à mot, avec force, se tenant sobrement à la tribune. Avec des gestes mesurés, appris, longuement essayés.

Il n'a pas non plus l'énergie bestiale de la figure, de la voix et du geste de Goering qui mâche les mots, les retient dans la bouche jusqu'à ce qu'ils lui enflent les joues, lui déforment le visage, et les lâche alors comme des crachats. Parce qu'il est l'homme du mépris.

Hitler, lui, gueule tout simplement.

Nous rentrons. Les colonnes nazis que nous rencontrons vont accompagnées des camions de schupos qui fixent les fenêtres des maisons, la carabine prête.

Elles marchent vers le triomphe du cinq Mars.

Tout près de chez nous, une brasserie, c'est-à-dire un local de vote. De bonne heure, déjà un schupo et un nazi de la police auxiliaire se promènent. Nous nous penchons à la fenêtre. Devant la brasserie les représentants des partis, avec leurs pancartes sont debout. Un homme d'assaut, « Liste 1 ». Un vieux, « Liste 4 » (Parti du Centre). Un Casque d'acier, « Liste 5 ». Les listes « 2 » et « 3 », social-démocrates et communistes, manquent. Ils ont défendu, donc, même cela ?

Nous avons vécu déjà un jour d'élections, le 6 novembre, avec défaite nazi et triomphe communiste. Nous sommes dans la rue de bonne heure, pour voir ce qu'il y a de changé.

Un jour ensoleillé, magnifique. A Wedding, tout le monde est sur les trottoirs. Tout est comme auparavant ? Non. Ces piquets de nazis, dix, quinze hommes armés de revolvers qui passent, ça, par exemple, c'est neuf. De même ces mots avec des hommes d'assaut qui parcourent sans cesse, bruyamment, les rues. Et ces façades sans drapeaux qui sont une nouvelle façon de montrer qu'on reste toujours communiste, socialiste.

Nous marchons. Les pâtés de maisons sont si peuplés que les locaux de vote se succèdent tous les 50 mètres.

Devant une colonne où est affiché le portrait de Van der Lübke avec la promesse d'une récompense de 20.000 marks pour celui qui pourra donner des renseignements sur l'incendie du Reichstag, il y a un petit attroupement. On ricane. Un ose dire, haut, en partant : — « Ils affirmaient pourtant qu'ils savaient déjà tout ; qu'ils tenaient les coupables, des communistes. Les voilà maintenant donnant 20.000 marks pour un renseignement. »

Arrivant au coin de la Sparr-platz, devant la brasserie, nous lisons de nouveau : « LISTE 1 », « 4 », « 5 ». Mais il y a encore un jeune ouvrier qui porte un placard. Il cause avec quelqu'un et nous tourne le dos. Tout d'un coup il se retourne. A son cou pend le carton avec l'inscription si connue : « Votez Liste 3, Parti communiste ».

Nous poussons presque un cri. C'était une bien pauvre joie, mais en ce moment-là, ça faisait rudement plaisir de voir un des nôtres ! Notre surprise est si visible que le schupo et les hommes d'assaut nous regardent ironiquement. Nous allons vers le copain et lui serrons la main : — « Bonjour, ça va quand même, ce n'est pas défendu ? » « Non, nous l'avons cru. Mais ici nous sommes sortis tout de même et on nous a laissé tranquille. On en a fait ensuite courir la nouvelle ».

De l'autre côté de la rue Muller, nous commençons à voir plus nombreux le « 2 » et le « 3 ». Même, à la Reinickendorferstrasse on ne trouve que ces deux pancartes. Et à la porte d'un local nous trouvons un copain seul, qui a suspendu d'une ficelle sur sa poitrine une feuille de bloc à lettre avec un « 3 » écrit au crayon. Ensuite cela aussi devient fréquent.

L'entrée de la rue Koesliner — la rue des barricades — est bourrée de monde. Ils regardent une moto nazi qui parcourt la citadelle communiste d'un bout à l'autre. Celle-ci n'a pas plus de cent mètres. L'homme d'assaut assis dans le sidecar porte un énorme drapeau avec la croix gammée, déplié au vent, et le revolver au poing prêt à tirer. Ils vont et reviennent. Les prolos, aux fenêtres, sur le trottoir, regardent froidement cette provocation inouïe.

Nous passons l'après-midi à Neukölln. Là, l'initiative des camarades a été organisée. Les pancartes sont dessinées soigneusement. Faites à la main, mais toutes pareilles. Les gens se promènent tranquillement.

Des hommes de la police auxiliaire passent portant un placard. Nous approchons. Il s'agit d'un malade qu'on porte au local de vote. Il y a eu pas mal de ces nouveaux Lazares le cinq Mars qui ont écouté le : « Lève-toi et va voter pour Hitler. »

Dix heures, ce même soir. Nous attendons les résultats des élections dans un petit restaurant du Westen.

Et ce que tout militant ayant vécu ces mois à Berlin aurait

pu prévoir, arrive. La voix de la radio nous répète, nous martèle la terrible défaite. Nous notons un bon moment les chiffres. Ensuite, aucune réaction ne survenant, nous jetons le crayon.

La question du pouvoir est réglée. La révolution est vaincue. Les élections du 5 mars n'ont pas été que des élections, elles étaient une revue des troupes.

Ce que nous avons senti le 30 janvier se confirme et devient visible pour les larges masses. Le combat qui a duré des années finit avec le triomphe d'Hitler. Notre ancien espoir, l'espoir des millions de prolétaires : L'ALLEMAGNE, s'écroule.

Dans la rue, les nazis promènent sauvagement leur victoire.

Le front rouge est en bouillie.

Le S. A. marche, prenez garde !

Livrez la rue !

Alors, le visage de la défaite apparaît dans les rues.

Les rumeurs les plus sauvages ont cours. Les bottes des nazis donnent le rythme de la vie. On se réveille la nuit : Toc, toc, toc... Des nazis passent. On se réveille de nouveau : encore les bottes des hommes d'assaut.

Notre voisine du deuxième commence à jouer au piano le « Horst Wessel lied », l'hymne hitlérien. Son frère, de son côté, le chante. Ils ne sont pas très doués, mais par contre ils sont tenaces. Nous avons du « Horst Wessel » le matin, l'après-midi, le soir.

La plupart des élections des Comités d'usine qu'on encore lieu se révèlent catastrophiques pour la liste révolutionnaire. Des passages en bloc aux nazis ont lieu. Il y a des cas très, mais très douloureux. La panique se propage. Tout sombre.

Les social-démocrates disent maintenant : Hitler est arrivé au pouvoir légalement. Donc il faut le tolérer.

On assomme les militants chez eux, dans leurs chambres, en présence des femmes et des enfants. Des ouvriers disparaissent. Des jours après on trouve des cadavres dans les bois. La nuit, dans les rues, des cris. Pas une fenêtre ne s'ouvre. Mais, le jour, le soleil brille comme d'habitude. Les choses ont presque leur aspect normal. Il se trouve des gens pour nier la terreur.

Des camions d'hommes d'assaut armés de carabines, les chants sanguinaires et triomphaux aux lèvres, déferlent aux coins des rues. Les locaux nazis, brasseries-casernes des S. A. se multiplient. Près de chez nous, il n'y en avait qu'un, maintenant il y en a trois. Chaque rue connue pour son antifascisme, chaque pâté de maisons est fouillé de fond en comble, ensuite noyauté.

On appelait « Nouvelle Moscou » une vaste colonie de ces maisonnettes en bois et tôle qu'on voit si nombreuses aux environs des villes allemandes. Celle-ci, à Reinickendorf, n'est habitée que par des communistes.

Un matin arrivent des camions chargés de policiers et d'hommes d'assaut. Ils cernent la colonie. Pendant cinq heures, tout est mis sens dessus dessous. Matelas et coussins déchirés. Les jardins ravagés. Le désarmement est méticuleux. Tout ce qui peut servir pour se défendre est emporté.

Et, avant de partir, ceci : la salle des réunions, qui se trouve au beau milieu de l'endroit, et où depuis l'arrivée d'Hitler une cinquantaine de camarades montent la garde chaque nuit, est livrée après une cérémonie à la « Section d'assaut N° 63 ». Celle-ci s'installera dans cette salle et les communistes de la « Nouvelle Moscou » auront chez eux les ennemis qu'ils ont combattu des années durant, leur disputant l'hégémonie dans le quartier.

\* \*

Il n'y aura pas ici, à la fin, des mots de consolation. Les perspectives, elles existent. Pour les révolutionnaires, il n'y a pas de culs-de-sac, il y a des problèmes à résoudre. Mais il faut que la réalité soit pour tous, ce qu'elle a été, ce qu'elle est pour les prolétaires allemands. Il fallait tout dire avec la dure et massive amertume qui hante les usines, les rues de Berlin. Et le laisser comme ça.

Il faut que cette honteuse suite des jours où rien n'est arrivé et tout a été perdu, tombe sur tous comme elle est tombée sur eux : brisant les optimismes figés, de commande; la superficialité qui ne veut rien revoir, rien reviser; l'intérêt de ceux qui veulent empêcher le débat et continuer comme si rien ne s'était passé; le petit courage de ceux qui ont besoin pour lutter, d'un proche avenir rose. Il faut, enfin, qu'elle tombe de tout son poids sur ceux qui sont capables d'accepter la lourde tâche, d'apprendre, de s'affirmer, de recommencer. Puisqu'il s'agit bien, maintenant, à peu près, d'un recommencement.

JUAN RUSTICO.

## VICTOR SERGE EST DÉPORTÉ

Rappelons les faits :

Quand la nouvelle de l'arrestation de Victor Serge nous fut connue « MASSES » se refusant à le croire posa une simple question sur ce sujet (numéro de mai). Nous ne reçûmes pas la réponse promise à nos collaborateurs, mais à la veille de la parution de notre numéro 6, nos deux camarades G. Benichou et Henry-Lecomte demandèrent des éclaircissements à M. Louis Aragon, retour de Moscou qui leur a déclaré que la question Victor Serge ne se pose pas, puisqu'un procès doit avoir lieu régulièrement et que l'on a aucune raison de ne pas faire confiance à la justice des Soviets pour que ce procès soit mené à son dénouement avec toute la clarté et l'intégrité désirables.

Quant aux raisons qui ont motivé l'arrestation de Victor Serge, Aragon a précisé ne pouvoir leur donner d'indication sur ce point, étant parti de Moscou sans en avoir lui-même d'information.

Entre temps : la presse bourgeoise put imprimer sans recevoir de démenti que Victor Serge était déporté, et ne fournit aucune espèce d'information sur les raisons de cette déportation. Cette nouvelle fut d'ailleurs confirmée par des lettres de Victor Serge provenant d'Orembourg, dans lesquelles il déclare être sans nouvelles de sa famille depuis 95 jours et dépourvu de tous moyens d'existence.

Il faut donc admettre que la conscience la moins exigeante ne puisse se déclarer satisfaite.

Victor Serge est un militant connu, lié au mouvement révolutionnaire d'Occident, apprécié pour ses œuvres, qui le placent au premier rang des écrivains révolutionnaires de langue française. L'intérêt que diverses organisations, que des militants, sympathisants actifs de la Révolution d'Octobre ont manifesté pour le sort de Victor Serge n'a servi à rien, n'a pas même mérité un procès ayant un peu de la régularité et de la publicité dont ont bénéficié les ingénieurs anglais.

Nous nous refusons à admettre que sa déportation puisse être justifiée par la position politique et les divergences avec le gouvernement soviétique que Victor Serge exprime dans la lettre ci-dessous envoyée à des amis de France quelques semaines avant son arrestation :

Je me suis retiré par la force des choses, de toute activité politique directe. Ma position de retraite de non consentant est la suivante. Voici, en d'autres termes, ce que j'affirmerai tranquillement ici et ce que je veux qu'on sache si cela me vaut quelque persécution.

Je ne vois aucune erreur marquante dans les idées que j'ai soutenues en 1923-28 au sein du Parti. Je n'ai rien à rétracter de tout ce que j'ai écrit depuis. Coupé du mouvement ouvrier et communiste d'Occident, n'ayant lu aucun ouvrage ou document politique publié à l'étranger depuis plus de 5 ans (sauf des fragments et bien rarement) je ne puis me solidariser plus étroitement avec aucun groupe. Je sympathise avec tous ceux qui vont contre le courant, cherchent à sauver les idées, les principes, l'esprit de la révolution d'Octobre. Je crois qu'il faut, pour cela tout revoir en commençant par instituer entre camarades des tendances les plus diverses une collaboration réellement fraternelle dans la discussion et l'action.

Sur trois points essentiels, supérieurs à toutes les considérations de tactique, je reste et resterai quoi qu'il puisse m'en coûter, un objecteur, un non consentant avoué, net, et qui ne se taira que contraint.

1. Défense de l'homme. Respect de l'homme. Il faut lui rendre des droits une sécurité, une valeur. Sans cela pas de socialisme. Sans cela, tout est faux, raté, vicieux. L'homme, quel qu'il soit, fut-ce le dernier des hommes. « Ennemi de classe », fils ou petit-fils de grand bourgeois, je m'en moque. Il ne faut jamais oublier qu'un être humain est un être humain. Ça s'oublie tous les jours, sous mes yeux, partout c'est la chose la plus révoltante et la plus antisocialiste qui soit.

Et à ce propos, sans vouloir rayer une ligne de ce que j'ai écrit à diverses reprises sur la nécessité de la terreur pour les révolutions en danger de mort, je dois dire que je tiens pour une abomination inqualifiable, réactionnaire, écœurante et démoralisante, l'usage continu de la peine de mort par justice administrative et secrète. En temps de paix ! Dans un Etat plus puissant que nul autre !

Mon point de vue est celui de Dzerjinski au début de 1920 quand, la guerre civile paraissant terminée, il proposa aussitôt et obtint sans peine de Lénine, la suppression de la peine de mort politique (elle fut rétablie peu après à la suite de l'agression polonaise). C'est aussi celui des communistes qui proposent pendant des années de réduire les fonctions des Commissions Extraordinaires (Tchéka ou Guépéou) à l'enquête. Le prix de la vie humaine est tombé si bas, et c'est si tragique, que toute peine de mort est à condamner dans ce régime.

Abominable également et injustifiable, la répression par l'exil, la déportation, la prison quasi perpétuelle de toute dissidence dans le mouvement ouvrier — c'est-à-dire l'application contre les travailleurs, de mesures exceptionnelles édictées dans le feu de la guerre civile contre les ennemis de la Révolution.

2. Défense de la vérité. L'homme et les masses y ont droit. Je ne consens ni au tripatouillage de la littérature, ni à la suppression de toute information sérieuse dans la presse (réduite à un rôle d'agitation). Je tiens la vérité pour une condition de santé intellectuelle et morale. Qui parle de vérité parle de sincérité. Droit de l'homme à l'une et à l'autre.

3. Défense de la pensée. Aucune recherche intellectuelle dans aucun domaine n'est permise. Tout se réduit à une casuistique nourrie de citations. Il a fallu, l'an dernier, que Staline s'en mêlât et fit écrire dans la « Pravda » qu'on a tort de vouloir imposer à la gynécologie les formules marxistes ! La peur intéressée de l'hérésie aboutit au dogmatisme bigot le plus paralysant. Je tiens que le socialisme ne peut grandir dans l'ordre intellectuel que par l'émulation, la recherche, la lutte des idées ; qu'il n'y a pas à craindre l'erreur, toujours réparée, avec le temps, par la vie même — mais la stagnation et la réaction : que le respect de l'homme sous-entend pour l'homme le droit de tout connaître et la liberté de penser. Ce n'est pas contre la liberté de penser, contre l'homme que le socialisme peut triompher mais au contraire par la liberté de penser en améliorant la condition de l'homme.

Et je ne fais pas ici une apologie du libéralisme : je rappelle seulement ce qui

est consacré par la constitution soviétique, ce qui a été reconnu et proclamé par tous les socialistes, y compris ceux qui font exactement le contraire de ce qu'ils disent.

Chers amis, je finis. J'espère vous revoir bientôt. Je ne perdrai pas cet espoir. Je continuerai à lutter comme je pourrai. Je tiendrai en tous cas, et si ça tourne mal, j'aurai fait mon possible, tenu de mon mieux jusqu'au bout. Ce n'est certainement pas inutile. A vous de cœur.

Victor SERGE.

Dans ces conditions nous demandons à savoir, comme le fait d'ailleurs Romain Rolland dans la lettre publiée dans le Huron et que nous tenons à publier.

Cher camarade,

L'entretien, publié dans L'Humanité, a été, dans l'ensemble, rapporté avec exactitude et bienveillance. Il n'y a qu'en ce qui concerne Serge que mes propos ont été mal compris ; je l'ai, depuis, écrit à Darnar.

1° J'ai dit que Istrati a été, par sa publication d'il y a quatre ans (Vers l'autre flamme, — Soviets 1929, etc.), le premier responsable des ennuis dont Serge a, par la suite été l'objet. Mais actuellement, le pauvre Istrati, malade gravement, loin de Paris, et dégoûté de la politique, n'est pour rien dans « l'affaire Serge ».

2° Il est bien vrai que j'ai regretté que « l'affaire Serge » soit devenue en effet, une machine de guerre contre l'U. R. S. S., car c'est un fait qu'en dehors de ses vrais amis, trop de gens peu qualifiés pour prendre sa défense, et dont le moindre souci est le salut de Serge, se sont emparés de son « affaire » ; et leur façon de l'utiliser à leurs propres fins vient contrecarrer les efforts en sa faveur.

A ces efforts, je m'associe. Car j'ai fait, au sujet de Serge, non pas une fois, mais deux ou trois, des démarches auprès de Gorki ; et celui-ci m'a promis de s'occuper personnellement de cette « affaire », dès qu'il serait de retour à Moscou. (Il vient d'y rentrer). A mes premières démarches, on avait d'ailleurs répondu, de Moscou, qu'il était traité avec égards dans sa prison.

Serge est un grand écrivain révolutionnaire. Mais je ne le connais pas personnellement, et je ne sais pas les raisons de son arrestation, je n'en ai donc pas de juger, ou pour ou contre. Partir en guerre contre l'U.R.S.S. avant de savoir quoi que ce soit, est injuste. On ne juge pas, par acte de foi. Il faut savoir. C'est ce que je demande.

En attendant, j'ai conscience de n'avoir pas manqué à des devoirs de confraternité.

ROMAIN ROLLAND.

Et ce devoir d'exiger de « savoir » quels sont les motifs réels de l'arrestation et de la déportation de Victor Serge devient d'autant plus impérieux que déjà en France on profite de ce silence pour mettre en circulation des rumeurs canailles tendant à discréditer en lui, l'homme et le révolutionnaire.

Nous répétons qu'il n'y a qu'une voie pour faire taire les protestations légitimes qui s'élèvent, la seule voie qui soit propre et honnête : que les sources autorisées fassent connaître au prolétariat d'Occident, les raisons qui ont valu à Victor Serge le châtiement qu'il subit et pourquoi on lui refuse depuis des années le passeport qui lui est nécessaire pour sortir de Russie. Nous nous souvenons que Victor Serge fut libéré en 1927 à la suite des protestations venues d'Occident.

René Lefevre.

## A BAS LE LATIN

## JANOTUS ET GALILÉE (Suite)

M. Albert Favre, professeur de physique au lycée de Toulouse, soutenant avec raison que l'enseignement des sciences était un enseignement de culture, écrivait dernièrement :

*Il n'y est point permis (dans les problèmes de sciences) de faire illusion ni de se faire illusion longtemps. Un problème mal posé, un raisonnement douteux, conduisent à une erreur certaine qu'ensuite il faut bien s'avouer. Une définition mène à une erreur précise, une petite négligence à une grosse contradiction logique ou à un démenti inexorable de l'expérience. Si l'on ne voit pas là un avantage considérable, une preuve décisive de la nécessité des études scientifiques, que l'on avoue, donc que l'on déteste ces études précisément pour cela, qu'on leur en veut d'être un domaine de la pensée où l'on ne peut errer impunément, où l'on ne peut pas résoudre les problèmes sans les poser, prendre un jeu de mots pour un argument une métaphore pour une démonstration; où l'on est condamné, lorsqu'on parle, à savoir, ce que l'on dit. Si telle est la raison de l'hostilité du littéraire pur pour nos disciplines, celles-ci n'ont pas besoin d'autre défense. Cette haine est leur meilleur éloge (1).*

Tout cela est fort bien pensé et fort bien dit, mais va beaucoup plus loin que ne le pense M. Favre. Car celui-ci a cru simplement soutenir un paradoxe. Après s'être ainsi avancé, il s'empresse de battre en retraite. « Mais, ajoute-t-il courtoisement, le littéraire réel ne pense point si mal. »

Il est sans doute vrai qu'aucun humaniste n'oserait formuler ainsi de telles pensées, même dans un cercle formé d'auditeurs complaisants et gagnés à sa cause, même en secret et pour lui seul. Mais M. Favre fait preuve de beaucoup d'optimisme en croyant que toutes ces belles qualités dont il est si fier suffiront à assurer le triomphe des sciences. En réalité, ces qualités mêmes seront pour les sciences une cause de faiblesse.

M. Favre en serait sans doute bien surpris si on le lui disait. Mais c'est parce que, délibérément ou par hasard, il a négligé un aspect essentiel de la question, que nous allons maintenant aborder : l'aspect social. En cela, du reste, M. Favre ne fait que se conformer aux usages ordinaires de l'université. Il est entendu que la pédagogie doit être considérée comme une science indépendante, ou du moins relevant uniquement de la psychologie. Il faut soigneusement se garder d'examiner les retentissements sociaux de telle ou telle mesure d'ordre pédagogique : ces sujets-là sont tabou, et les aborder serait violer la « neutralité », qui doit être notre première règle. Mais, puisque nous avons pris notre parti une fois pour toutes, dans cette étude, de nous moquer des tabous et des préjugés, nous n'imiterons pas M. Favre, et nous poserons les questions défendues, en le remerciant de nous avoir fourni l'occasion de les poser.

Vous nous dites, en somme, cher monsieur : « La méthode scientifique, c'est la méthode par excellence pour trouver la vérité. Quel plus bel éloge peut-on en faire ? Si elle est cela, et elle l'est, n'est-elle pas la meilleure méthode qui se puisse rêver pour former la jeunesse ? »

Ayant dit cela, vous croyez avoir tout dit. Vous croyez avoir démontré votre théorème. Mais vous oubliez, ou plutôt vous ne voyez pas que vous avez inclus dans vos prémisses une proposition qui vous paraît axiomatique, mais qui ne l'est pas, car elle aurait grand besoin d'être démontrée, à savoir que la société où nous vivons désire former une jeunesse capable d'aimer, de chercher et de trouver la vérité.

Vous semblez admettre, comme une chose toute naturelle, allant de soi, que la vérité est un indiscutable bienfait, et qu'elle est éminemment désirable. Si vous croyez cela, c'est que vous n'avez jamais regardé autour de vous. Où avez-vous vu que notre société eût besoin de la vérité ? La société actuelle n'a aucunement besoin de vérité ; mais au contraire, elle a sans cesse besoin, un besoin vital, de menteurs et de mensonges. Et c'est bien ce qui fait la force des humanités, et

qu'on vous préférera toujours, à vous et à vos pareils, les marchands de latin. Vous vivez encore, comme beaucoup d'autres, sur une illusion qui était déjà moribonde en 1914, à savoir que le progrès scientifique se confondait avec le développement de la civilisation. Certes, ils ont marché d'un même pas pendant longtemps, et jusqu'à la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Alors, oui, la société avait besoin de chercheurs et d'inventeurs capables de pénétrer les secrets de la nature pour favoriser l'expansion des occidentaux sur un monde encore en friche. Mais il n'est plus question de cela, et la science est devenue inutile en attendant de devenir à bref délai gênante. Que dis-je, elle l'est déjà devenue. N'avez-vous pas entendu l'appel du président Caillaux, faisant écho, à vingt ans d'intervalle, au cri de Maurice Barrès dans la « Colline inspirée » : Arrière, la Science ! Arrière la raison !

Vous croyez prouver votre supériorité pédagogique en disant, en prouvant que vous êtes capable de former les jeunes esprits à la recherche du vrai. Mais que fera-t-on de ces jeunes esprits ? Des inventeurs ? Il n'en faut plus. On a assez d'inventions comme cela, on en a trop. On n'a plus besoin que d'un corps de « techniciens » disciplinés, sagement enfermés dans leur spécialité, et faisant convenablement ce qu'on leur dit sans chercher au delà. Pour former de tels esprits, nul besoin de votre méthode : il suffit d'une routine. Plus de laboratoires ; laissons-les s'émietter en poussière, mais multiplions les « écoles techniques ».

Voilà pour les besoins de l'industrie. Quant aux autres professions, aux professions « libérales »... Ne voyez-vous pas que, sur ce terrain-là, les humanités sont mille fois supérieures à votre méthode scientifique ? Il s'agit de former des avocats, des journalistes, des diplomates, des littérateurs et des administrateurs. Aucun de ces corps de métier n'a besoin de la vérité. Bien mieux, on peut dire que quiconque, parmi eux, s'amuserait à se consacrer à la recherche du vrai, serait sûr de perdre son emploi et de crever de faim. Cela est visible tout de suite pour les diplomates et les administrateurs. De tout temp, on leur a demandé d'être souples agréables et habiles beaucoup plus que d'être véridiques. Savoir mentir à propos, voilà ce qui s'appelle, dans les emplois de ce genre, avoir du tact et de la psychologie. Mais, de notre temps, n'en est-il pas ainsi pour toutes les autres professions ? L'avocat est payé, non pour dire la vérité, mais pour dire ce qui est avantageux à son client, celui-ci fut-il une simple fripouille. Le journaliste est payé, non pour dire la vérité au public, mais au contraire pour lui cacher tout ce qui serait désagréable ou préjudiciable au patron du journal. L'écrivain est payé non pour représenter la vie telle qu'elle est ou propager des idées, mais pour fabriquer des représentations du monde agréables aux gens susceptibles d'acheter ses livres, de lui faire avoir des prix et des pensions, la Légion d'honneur et l'Académie.

Ainsi, ce dont les « travailleurs intellectuels » ont besoin, ce n'est pas d'une méthode pour trouver la vérité, mais plutôt d'une méthode pour ne pas la trouver. Ils n'ont pas besoin de savoir enchaîner des raisonnements, mais de savoir orner des sophismes. Ils n'ont pas besoin d'une vraie méthode scientifique, mais seulement d'une apparence de logique.

Les humanités sont admirablement adaptées à ces besoins. Les arguments de Cicéron, les flatteries alambiquées des poètes de cour, tout cet art de mentir élégamment, de parler de fleurs le vide, et de sculpter, comme disait Rousseau, « de beaux vases pleins de rien », tout cela sera beaucoup plus profitable aux avocats, aux romanciers et aux journalistes qu'une méthode exigeante et austère qui leur donnerait des habitudes d'esprit funestes. Funestes, car voyez-vous qu'un avocat, entraîné par sa formation d'esprit scientifique, se mette, en guise de plaidoirie, à démontrer par A plus B que son client, le grand financier, a bien commis toutes les escroqueries qu'on lui reproche ? Que le journaliste chargé d'une enquête sur les événements de Chine se mette à dresser un réquisitoire contre le Japon, alors que le propriétaire du journal est copieusement arrosé par l'ambassade japonaise ? Imaginez un peu un rédacteur du « Temps » qui se mettrait à faire campagne contre

le Comité des Forges (1) ! Et que M. Marcel Prévost, se rappelant soudain des premiers amours et qu'il passa par Polytechnique, se mette à démontrer aux bourgeois qui achètent ses livres que la société bourgeoise repose sur des contradictions et qu'elle est condamnée ?

Il nous faut le redire, car trop de professeurs ne le voient pas ou ne veulent pas le voir : le problème pédagogique ne peut être compris que si on le ramène à un problème social, ce dernier se ramenant à son tour à un problème économique. L'éducation, dans la société telle qu'elle est, est faite pour préparer l'enfant à gagner sa vie ; et, s'il n'est pas un simple manoeuvre, il ne pourra la gagner qu'en se faisant le fournisseur de ceux qui peuvent le payer, de ceux qui détiennent l'argent, et par là même sont ses maîtres, les maîtres. Or, nos maîtres n'ont que faire de la vérité, et si parfois ils l'achètent, ce n'est que pour la cacher (1).

(A suivre.)

REGIS MESSAC.

(1) Mais les colonnes du « Temps » lui seront ouvertes aussi largement et aussi souvent qu'il s'agit de défendre les « humanités ».

(1) M. Albert Favre, il faut lui rendre cette justice, a bien vu, ou entrevu, l'aspect social de la question, mais sans remonter jusqu'aux causes économiques. « Il est infiniment plus grave, écrit-il, que le littéraire pur entre dans les équipes des fabricants de « l'opinion publique », car il peut être pris pour un penseur par des esprits aussi faux, mais moins brillants que lui. Je suis convaincu que la plus grande part des malheurs de l'humanité vient du nombre énorme des esprits faux dans l'« élite » comme dans la « foule ». — Oui, mais ces esprits faux ne sont que des instruments, utiles à cause de leur fausseté même. Pour les éliminer, il faudrait les rendre inutiles, c'est-à-dire changer la société. »

## Adieu à un suicidé

par Willi Schlamm

Ce document caractéristique de la mentalité d'un petit fonctionnaire S. D. est extrait de la revue « Die Neue Weltbühne », paraissant à Prague, Vienne, Zurich.

Le social-démocrate viennois Ferdinand Meier s'est fait sauter la cervelle à Donau-Auen, le 24 mai. Il était le secrétaire de la Ligue de Libres-Penseurs. Moi, je l'ai connu : c'était un gris, tranquille fonctionnaire, en aucune façon un meneur ou un profiteur ; confit, appliqué, avec un léger penchant pour le bureaucratisme et sans le moindre goût pour la pose au martyr. Il aurait été poussé à la mort, dit-il dans une lettre d'adieu, par un injuste ordre d'arrêt.

Quantités d'hommes meurent, languissent, s'effondrent, aujourd'hui, dans les prisons et dans l'émigration ; mais aucune tragédie privée ne me semble aussi touchante que celle-ci. Il est impossible que l'ancien et éprouvé fonctionnaire du Parti ait été effrayé à ce point par les quatorze jours d'arrêt. Les raisons doivent être beaucoup plus profondes : l'effondrement de son parti l'a tué comme d'un coup de feu.

Un homme vieilli, inséparablement lié à une génération vieillie qui s'est trompée de la façon la plus terrible, se trouve dans les broussailles, sans aucun chemin pour en sortir ; les chasseurs d'hommes autrichiens ne sont pas encore tout à fait à portée, mais lui, sent déjà le froid du canon du revolver sur sa nuque, et il va, actif, au devant d'un passif destin, qui approche avec une stupide fatalité.

Car, toute une vie durant, on a recruté, classé et enregistré ; on a muri avec le mouvement, on s'est fait une vue d'ensemble de la marche de la chose : à la fin de l'année, trois mille nouveaux conquis, homme à homme, attirés par le seul pouvoir des paroles de justice... C'est comme cela qu'on était déjà hier des invincibles et demain des vainqueurs. Et encore, dans les revers, on avait toujours une perspective dégagée sur les proches hauteurs. Et voilà qu'un brusque tournant arrive, et d'un coup tout devient faux, faux et vide de sens. N'avait-on pas aidé à cimenter dans un pays de six millions d'habitants un parti de sept cent mille membres, le plus orgueilleux parti du monde ?... S'il n'avait eu que vingt membres, serait-il plus impuissant ! Il avait des armes : on les lui prit. Il avait créé des lois : on les brisa. Il avait bâti des maisons, on les lui vola. Et si grand est l'amour pour le parti, le respect devant lui, qu'on ne peut pas croire à son impuissance. Il n'a pas commis de faute. Et dans son monde tranquille, raisonnable, fonce la brute féroce. On ne peut pas se défendre. On doit mourir. Il ne reste que mourir.

## Libres critiques

Quartiers sans soleil (1)

Le Japon !

Qu'est-ce que le grand public occidental en connaît ? Rien d'autre que ces aspects stéréotypés, bariolés, exotiques à souhait et faux, dont la série fut lancée au début du siècle par tous les Chrysanthème, Butterfly, Bataille, Geisha, Cerisiers en fleurs, Hara Kiri et autres cartonneries plus ou moins laquées sur paravents.

Et qu'est-ce que les peuples Européens en connaissent encore ?

Ces faits, oppressants, tout noircis de massacres et de barbarie impérialistes. Konzerns géants de l'industrie, plan Tanaka et sa poussée vers l'ouest, déjà amorcée en Mandchourie, à Schanghai-Chapéi, au Jehol et à la frontière de l'U.R.S.S.

Japon d'opéra-comique !

Japon de tragédie sanglante !

Japon de sac et de corde !

Celui du Mikado, des soudards, des bourgeois et de la S.D.N. Et c'est ce Japon-là, le seul connu, le seul répandu à profusion en articles et photos dans toutes les presses bourgeoises du monde.

Mais l'autre ? celui de l'écrasante majorité, celui du peuple prolétarien et paysan, celui dont on ne parle jamais dans les mêmes éditions des grands quotidiens du soir.

Celui-là, engendré, modelé, brassé et multiplié en multitude montante, par une saturation capitaliste telle que l'on peut dire que les quatre ou cinq partis bourgeois de là-bas se confondent totalement avec les quatre ou cinq trusts qui se partagent toute l'activité économique de l'Archipel nippon. Celui-là, qui vit, peine et lutte avec une conscience de classe rare et un héroïsme surhumain sous le poids d'un régime qui dispose d'un appareil policier tellement cohérent et implacable, qu'il ne souffrirait d'être comparé qu'à celui de Hitler ! Celui-là méritait d'être connu de nous autrement que par les communiqués d'information de la presse. Eh bien, c'est chose faite maintenant. Tokounaga a décrit dans un livre qui vient d'être traduit, un épisode de la lutte gigantesque que mène depuis des années le prolétariat japonais, pour sa vie et pour sa libération.

Tokounaga, ouvrier, a participé à la grève qu'il raconte. A l'imprimerie Kiodo, 38 linotypistes ont été licenciés dans des conditions scandaleuses, afin d'anéantir l'organisation syndicale du livre-papier à laquelle ils appartiennent.

La grève est déclanchée et entraîne bientôt en un magnifique mouvement de solidarité tous les ouvriers imprimeurs de Tokio et tous les petits commerçants pauvres du quartier sans soleil, le Charonne de Tokio.

Le livre de Tokounaga est le récit émouvant de ce magnifique mouvement qui durera plus de trois mois malgré la faim, le froid, les tortures et les mouchardages policiers, les crimes des volontaires fascistes du quartier, l'action des jaunes et la trahison des conseillers municipaux arbitres de la grève, et des chefs réformistes.

Et s'il est vrai qu'en raison de tous ces insurmontables obstacles la grève se termine par une défaite, il est vrai aussi que rien n'a abattu la combativité et la foi des grévistes, surtout les jeunes et les femmes, qui ne reprendront le travail que pour reconstruire leurs forces, en vue de nouvelles luttes...

Mais un résumé ne peut rien rendre... Il faut lire ce livre. Parce qu'il relate un épisode frappant des luttes ouvrières du Japon, d'autant plus frappant et important que c'est au cours de son déroulement que s'opéra un acte décisif : la scission de l'élément véritablement révolutionnaire du syndicat, d'avec le groupe réformiste prêt à tous les abandons.

Parce qu'il est une œuvre représentative de la littérature prolétarienne mondiale, tant par son style classique, pur, irémis-sant et gonflé de sève ouvrière, que par son fond.

Il faut le lire aussi parce que tous les personnages et les faits y sont extraordinairement vivants, et pour connaître ces prolétaires qui donnent à la grève tout ce qu'ils ont, même leur vie.

Et aussi pour connaître ces femmes grévistes et savoir la place prépondérante qu'elles ont su prendre dans la lutte de classes, par leur courage intelligent et leur abnégation.

Il faut le lire pour vérifier que du point de vue humain il n'y a que des différences de classes et non des différences de races.

Il faut le lire pour réaliser à quel point ces ouvriers asiati-

(1) Edit. Sociales Internat. Paris 1933.

(1) Voir l'Enseignement scientifique, numéros de décembre 1932 et février 1933.

ques sont semblables à leurs frères d'occident, dans leurs besoins, leurs préoccupations, leurs aspirations, leur sensibilité et leurs réactions.

Il faut enfin le lire pour comprendre que malgré les répressions les plus forcenées, malgré le rejet dans l'illégalité la plus périlleuse, de toute activité révolutionnaire, rien n'empêchera les classes travailleuses du Japon de remporter la victoire finale...

GEORGES BENICHOU.

## Le Japon et son empire <sup>(1)</sup>

L'Empire du Soleil-Levant est parmi les Etats-types de l'impérialisme l'un des plus représentatifs.

Nous l'avons vu se déchaîner sur la Mandchourie, envahir la Chine, chaque jour met en pleine lumière quelque trait de son caractère indomptable. Dans ce pays, où l'on peut présumer l'existence de nombreuses survivances féodales, tout concourt à le présenter à l'étranger comme un bloc d'un seul tenant, à la conscience claire et à l'esprit net. Le reste de féodalisme lui-même qui, économiquement, ne subsiste plus, s'est transformé en « mobiles impérialistes » : l'orgueil japonais, l'empereur Dieu, le code de l'honneur « le harakiri ».

Le reportage intelligent et sincère d'Andrée Viollis nous place dans le milieu même où les caractéristiques nationales et les lois historiques s'unissent pour former cette tendance unique si décidée et si violente. Cette synthèse, bien qu'en définitive elle soit une union, ne se fait cependant pas sans heurts. Et l'on voit la jeune armée exécuter successivement les membres du Gouvernement, les présidents de trusts, les chefs de partis.

En la jeune armée précisément réside un des éléments les plus intéressants et les plus actifs de l'évolution nipponne. Le mouvement ouvrier ayant été de longtemps terrorisé, la paysannerie, très pauvre, formant la grosse majorité de la nation, l'armée, éduquée très strictement, ayant un sens élevé de ses devoirs, représente en quelque sorte l'élément social du Japon. Inutile de dire que par plus d'un point leur idéologie et leur action se rapprochent de ce que nous connaissons sous le nom de fascisme ou mieux de national-socialisme. Certaines de ces fractions s'intitulent, du reste, ainsi. Ce mouvement ne rencontre à peu près aucune opposition. Le mouvement communiste, pourchassé, est très faible et très divisé ; le mouvement socialiste s'est récemment scindé et tous ses éléments jeunes ont fondé un « parti socialiste-national » ayant une grande confiance en l'armée.

Les conditions inimaginables de vie des classes laborieuses ne suffisent pas à provoquer un mouvement révolutionnaire, d'autant plus que la conquête de la Mandchourie et probablement d'autre chose encore, fournira un soulagement passager. Le résultat sera une croissance du prestige de l'armée, qui a imposé la guerre contre le Gouvernement d'alors et l'a menée à bien. Maintenant, le pouvoir est déjà en ses mains avec le général Araki.

Le rapport de cette armée, des masses qu'elle entraîne avec les oligarchies capitalistes constitue un problème complexe, dont dépend la destinée sociale future du Japon. Il ne peut être résolu d'une façon schématique en disant que l'armée n'est qu'un instrument aux mains de l'impérialisme. Pour l'instant nous ne possédons pas assez de données, même pour en entreprendre une étude sérieuse.

Marc VIVIER.

## Ann Wickers <sup>(2)</sup>

L'auteur de « Babbitt » n'est pas de ces écrivains qui, chaque mois, font éclore un nouveau « chef-d'œuvre » et je ne peux que le déplorer car « Ann Wickers » mérite peut-être ce titre sans les guillemets.

« Ann Wickers », c'est la vie d'une puritaine fille d'Amérique qui évolue, découvre avec une indignation candide d'abord sur quelles injustices est fondé l'ordre social de son époque, et que

sa nature généreuse pousse à agir (vainement le plus souvent) pour y remédier.

Il serait inutile de tenter de résumer moins brièvement un tel ouvrage, si touffu et si riche en aperçus profonds sur les milieux les plus divers : protestants fanatiques, bonnes dames charitables à titre publicitaire, et surtout, femmes emprisonnées.

On n'a sans doute jamais si bien étalé l'horreur des méthodes qu'emploie « la démocratie modèle » pour redresser les malheureuses victimes de la justice bourgeoise.

La seule critique à mon sens, c'est la trop grande abondance des sujets car à la vérité, il y a, non pas un sujet mais dix ébauches de sujets et même davantage, qui ne permettent pas très aisément de suivre le point de vue personnel de l'auteur. Cette difficulté tient aussi au développement simultané, à côté de l'étude sociale, d'une étude de psychologie féminine très remarquable mais débordant je pense le cadre de la Revue.

Pour conclure, j'aurais voulu que l'auteur traduisît avec ses moyens admirables cette révolte qui gronde en nous tous, et que ses descriptions du paradis d'Amérique ne font qu'aviver ; j'aurais aimé qu'il allât franchement jusqu'au bout de sa critique... mais, malgré tout, on peut, tant par certains personnages épisodiques qu'il nous rend volontairement sympathiques, que par les pensées qu'il prête à son héroïne et qu'on devine siennes, ranger Sinclair Lewis parmi les grands écrivains clairvoyants qui ont su choisir.

A. Alekan.

## Gueules aplaties <sup>(1)</sup>

d'Alfred Menguy

Le récit authentique, à peine romancé de l'ascension rapide et... de la déchéance vertigineuse d'un jeune prolétaire, égaré dans la boxe par la publicité mensongère du sport bourgeois.

Le thème, le voici :

On devient un champion, non pas uniquement dans la mesure où l'on a des muscles, du courage, de la science et de la foi, mais si tous ces éléments existent en tant que marchandises négociables et peuvent prendre favorablement leur place pour le plus grand bien du trafic commercial du sport.

Ce trafic, ce sont les promoteurs qui en mènent la danse ; les promoteurs, véritables agioteurs, spéculateurs et carambouilleurs du muscle.

Le sport, pour ces gens-là, qui opèrent à l'abri de la légalité des Fédérations, c'est une question de rendement, d'efficacité et non de perfectionnement humain, et un champion est pressé, par eux, comme un citron, tant qu'il peut rendre et rejeté au rebut des déclassés s'il n'a pas su nager durant son triomphe.

Comme Jack, le héros du livre, magnifique bête de combat, que l'on fait boxer jusqu'à l'épuisement, jusqu'à l'aliénation mentale. Après avoir effleuré sans l'atteindre, la gloire mondiale, rejeté comme un fruit desséché, il dégringolera d'expédients en expédients jusqu'à la mort ; vaincu, éliminé, moins par les poings de ses adversaires que par les sales combines de bluff et de chiqué qui sont monnaie courante dans l'exploitation mercantile du sport.

Alfred Menguy a su, en traitant ce sujet, simplement et véritablement, placer ce cas particulier dans le cadre général de l'envers du décor de tout le sport bourgeois.

Il a même réussi à situer ce sport bourgeois dans toute l'armature sociale. Ainsi, nous comprenons combien il était logique que Jack passe des mains des promoteurs aux griffes des courtiers en fonds de commerce, escrocs légaux qui finiront de le dépouiller (après ses muscles et sa conscience, ses économies).

Ce livre est réellement une réussite, tant par ses qualités de cohésion, de construction et de vie, que par sa salutaire valeur d'enseignement ; et, à ce titre, tous les jeunes prolétaires et spécialement ceux qui s'égarent dans la lecture des quotidiens en papier de couleur, doivent le lire — d'autant plus que le prix en est modique et la lecture plaisante.

Alfred Menguy a de bonnes qualités de romancier, malgré une certaine négligence du style qu'il pourra aisément corriger.

Un livre bon et utile et qui apporte quelque chose.

Georges BENICHOU.

(1) Editions Sport 1933. 1 vol. : 6 francs.

(1) Par Andrée Viollis (Grasset).

(2) Sinclair Lewis, Stock, éditeur.

